

***l'Anti*capitaliste**

N°138 | SEPTEMBRE 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL



UNE RENTRÉE EXPLOSIVE ?!



LA CRISE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE ET LES PROPOSITIONS POUR EN SORTIR



« LE CANARI DANS LA MINE DE CHARBON » : LA CRISE DU SRI LANKA EST UNE CHRONIQUE ANNONCÉE

Sommaire

ÉDITORIAL

Commission nationale écologie du NPA

Abondance de désastres et pénurie de solutions ? **P3**

PREMIER PLAN

Joséphine Simphon Une rentrée explosive ?! **P4**

Jean-Claude Vessillier Les firmes automobiles gagnent plus en produisant moins ! **P7**

Omar Aziki et Éric Toussaint

La crise alimentaire internationale et les propositions pour en sortir **P10**

INTERNATIONAL

Daniel Tanuro Du charbon dans le Green Deal **P14**

Balasingham Skanthakumar « Le canari dans la mine de charbon » :
La crise du Sri Lanka est une chronique annoncée **P16**

DOSSIER

Julien Salingue Comprendre le renforcement
des tensions inter-impérialistes pour y faire face **P19**

Pierre Rousset États-Unis et Eurasie :

Quelques réflexions géopolitiques à l'heure d'une crise globale **P21**

Dmitri Joukov Le jeu de la Russie de Poutine dans les relations internationales **P25**

Claude Serfati L'OTAN et le bloc transatlantique **P28**

Paul Martial L'Afrique comme champ et enjeu de
la conflictualité inter impérialiste **P32**

FOCUS

Thierry Labica Royaume-Uni : inflation de quoi ? Pour qui ? **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Joe Biden et Vladimir Poutine au sommet de Genève en 2021. © White House / Wikimedia Commons



Cette année encore, l'université d'été du NPA affichait "complet". © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société editrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Abondance de désastres et pénurie de solutions ?

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

L'abondance des catastrophes environnementales et sociales préfigure notre avenir : un avenir sombre pour les classes populaires et de plus en plus incertain pour les classes moyennes.

Le bilan du néolibéralisme nous est pourtant interdit par les gouvernements en place, tant la répression, la concentration des médias et la multiplication autoritaire des « conseils de défense » empêchent ce processus à une échelle de masse. Loin de l'agenda imposé par la droite et l'extrême droite et de leurs thèses les plus réactionnaires et racistes, cette rentrée est marquée par la sortie progressive d'un été désastreux qui a marqué les individus dans leur chair et nous a plongés dans une sorte d'incertitude sans horizon émergent.

QUE FONT LES CAPITALISTES ?

Ni les méga-feux et inondations, ni la pandémie de Covid-19 et les milliards de personnes confinées, ni la crise alimentaire mondiale qui menace, ni les vagues de chaleur qui se multiplient et s'intensifient ne les font réagir. Pas plus le fait que l'eau douce est contaminée à l'échelle planétaire, de plastique, pesticides et autres molécules toxiques, rendant son caractère « potable » de plus en plus relatif, ou encore que la biodiversité est en souffrance partout. La sécheresse de cet été serait la pire depuis 500 ans en Europe. Dans diverses régions du monde comme au Pakistan et en Inde, les pluies diluviennes qui se sont abattues inquiètent fortement quant au risque de consommation d'eau souillée et de propagation des virus et bactéries.

Ce n'est pas non plus la baisse d'espérance de vie observée aux USA ou en UE, depuis 2020, qui les inquiète, même si c'est un marqueur d'alerte clé pour l'ensemble des pays, notamment pour ceux du sud global qui ont un niveau de vie et d'infrastructures largement inférieur et qui sont donc d'autant plus vulnérables.

À part de grandes déclarations qui n'aboutissent pas, tel l'achat d'une plus grande flotte d'avions bombardiers et de canadiens, qui en fait ne cesse de se dégrader, rien n'est fait. Ces déclarations sont des pansements technocratiques d'adaptation à la marge à ces catastrophes au lieu de mettre en cause la racine du problème : les gaz à effet de serre en augmentation, les pollutions, la destruction du système de santé, les dégradations des conditions de travail et de vie en général. Bref le système capitaliste.

Quant aux structures scolaires, la pandémie puis la canicule ont fait fermer de nombreuses classes, c'est un seuil d'alerte supplémentaire qui vient souligner le point de bascule que nous sommes en train de vivre en direct. De même que de nombreuses personnes se sont vu contraintes par l'employeur

de modifier leurs horaires tôt le matin ou tard le soir, voire la nuit, au détriment de leur journée, de leur vie.

Enfin, voilà que les plans de relance « post Covid », les conséquences de la guerre en Ukraine et divers autres facteurs viennent perturber les approvisionnements et les prix de l'énergie au niveau mondial, notamment en Europe. L'arrêt nécessaire des productions néfastes ou nuisibles pour sortir des fossiles et réduire la consommation d'énergie globale, la charge de travail et bien d'autres aspects clés pourraient être abordés. Mais voilà que Borne et les macronistes nous parlent de fin d'abondance, sous-entendant austérité supplémentaire, alors même que de plus en plus de personnes tombent dans la pauvreté et vivent de restrictions. Quel cynisme !

DÉGAGER DES PERSPECTIVES, UNE TÂCHE IMMÉDIATE

Situation difficile du côté des mouvements écologistes qui peinent à mener une offensive structurée sur le terrain des luttes, difficulté du mouvement ouvrier traditionnel à se saisir des questions écologiques et à se structurer comme une force de frappe adéquate dans l'urgence qui nous fait face. À titre d'exemple, aucune revendication ne va dans ce sens dans les « 10 mesures d'urgence » affichées par la CGT. La mobilisation nationale du 29 septembre autour des deux axes « pouvoir d'achat » et « retraites » est pleinement nécessaire pour notre camp social et il nous faut la construire en profondeur. Cependant elle semble assez déconnectée, à ce stade, de la réalité quotidienne que nous vivons tant elle laisse sur la touche le fait que nos conditions d'existences et nos droits déjà insuffisants et très fragilisés peuvent être balayés d'un revers de manche en quelques semaines. Sans parler de la dégradation rapide des écosystèmes. En effet, comment réussir à mobiliser pour les retraites quand la plupart se demandent ce qu'ils vont devenir d'ici 5 ou 10 ans ?

Une écologie radicale, c'est-à-dire radicalement anticapitaliste, est désormais un impératif immédiat. Il y a urgence à renforcer les revendications « traditionnelles » en les réactualisant au regard de la catastrophe environnementale. Par exemple exiger la baisse significative du temps de travail voire l'arrêt du travail sans perte de salaire, au-delà d'une température donnée. Mener des campagnes d'ampleur sur le système de santé et l'environnement. Question de vie ou de mort immédiate pour de nombreuses populations. Il faut s'y investir pleinement. □

Une rentrée explosive ?!

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Après un été catastrophique sur le plan économique et écologique notamment, on peut penser que cette rentrée sera « explosive » socialement – d’autant plus que ce gouvernement, sans surprise, continue les mêmes recettes libérales et anti-sociales.

Cette rentrée se déroule dans un contexte de crises sans précédent et tous les éléments sont réunis pour que les contestations de la politique de ce gouvernement se multiplient ces prochaines semaines.

L’été aura été marqué notamment par deux éléments. Tout d’abord la première démonstration, à grande échelle, des effets du réchauffement climatique avec des énormes feux et une sécheresse précoce et durable en France mais aussi partout ailleurs. Et à l’heure où nous écrivons ces lignes, c’est désormais le temps des orages violents et des inondations monstres comme au Pakistan. Au-delà des images spectaculaires, les conséquences de la catastrophe sont directement palpables dans la vie quotidienne de millions d’entre nous, que ce soit par les restrictions imposées concernant les usages de l’eau, la tension sur le commerce des fruits et légumes, les augmentations de prix des produits agricoles, déjà concernés par la spéculation et la guerre en Ukraine, ainsi que les dégâts sur la biodiversité. Sans oublier que cet été aura mis en évidence en France la pénurie des moyens des sapeurs-pompiers alors que ces derniers depuis des années réclament des moyens humains et surtout matériels, mais aussi les conséquences de la privatisation des forêts. Face à cette situation, Macron a comme d’habitude fait diversion pour ne surtout rien changer. C’est aussi ce qu’il continue de faire face aux enjeux sociaux.

TOUJOURS PLUS CHER... TOUJOURS PLUS DE PROFITS

En cette rentrée, l’inflation ne s’est pas arrêtée, loin s’en faut. Les prix de l’énergie, de l’alimentation flambent chaque jour et mettent en difficulté la majorité de la population. Face à cette augmentation des prix la réponse du gouvernement est simple : la conjoncture économique et géopolitique (guerre en Ukraine, réduction drastique des importations de gaz et de pétrole russes, rebond très fort de la demande post-covid, difficulté des chaînes d’approvisionnement, hausse du prix des matières premières...). Les entreprises quant à elles, se justifient par la hausse des coûts qu’elles subissent. Mais dans les faits, pour la majorité des entreprises, les augmentations des prix sont beaucoup plus élevées que la hausse de leurs coûts. Elles profitent du contexte pour augmenter leurs profits toujours et encore. Et au vu des derniers chiffres connus, c’est plutôt réussi. En effet, TotalEnergies a réalisé plus de 6 milliards de dollars de profit sur le deuxième trimestre 2022, Shell 18 milliards, et BP 9 milliards. Engie au premier semestre a doublé également ses bénéfices. C’est le cas aussi des entreprises du CAC 40 qui ont atteint 73 milliards de bénéfices au premier trimestre soit une augmentation de 24 % par rapport à l’année dernière. La crise, on le savait, est donc loin de toucher tout le monde.

DES MESURETTES ET DU VENT POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Lors de son élection, Macron avait promis d’agir pour le « pouvoir d’achat » du plus grand nombre puisque cette question est depuis des mois la question cruciale pour l’ensemble des salariéEs, des jeunes, des précaires et des retraités. C’est ainsi qu’il a fait adopter cet été la loi « mesures d’urgence pour la protection du pouvoir d’achat », augmenté de 3,5 % le point d’indice des fonctionnaires, de 2,9 % les indemnités chômage ou de 4 % les pensions. Et depuis, il ne cesse de s’enorgueillir de ces actions. Mais la majorité des salariéEs n’est pas dupe de ces mesurettes cache-misère qui ne compenseront pas l’absence de l’augmentation réelle des salaires, du SMIC et des minima sociaux. Pire, un certain nombre de dispositions de cette loi sont un véritable frein aux augmentations des salaires. C’est le cas par exemple de la prime dite Macron dont le plafond vient d’être augmenté. Prime entièrement défiscalisée et qui ne bénéficiera pas à l’ensemble des salariéEs. Rappelons que cette prime lors de sa mise en place en 2021 n’a été versée qu’à 4 millions de salariéEs pour un montant moyen de 506 euros. Et par ailleurs, le risque est grand que les entreprises la verse en lieu et place d’une augmentation de salaires tout comme l’intéressement qui après l’adoption de cette loi sera facilité.

SE MOBILISER, SE METTRE EN GRÈVE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

Face à la perte de pouvoir d'achat, le gouvernement se contente donc de mesureries, dont il espère qu'elles seront suffisantes pour calmer la colère sociale. Mais à priori ce n'est pas gagné puisque depuis la loi « pouvoir d'achat », les grèves sur les salaires et les conditions de travail ne cessent de se développer. C'est le cas ces dernières semaines des salariés des transports en commun, des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ou encore des agents de la petite enfance... Pour obtenir des augmentations de salaires, seules les grèves et les mobilisations feront plier le patronat. Une journée de grève interprofessionnelle à l'appel, à ce jour, de la CGT, Solidaires et la FSU est programmée le 29 septembre prochain. Cette journée est une très bonne chose et pourrait être l'occasion d'une mobilisation massive dans un certain nombre de secteurs d'activités. Une étape sérieuse dans une mobilisation massive contre ce gouvernement qui sera l'occasion de (re)prendre confiance en notre force collective. De même, l'initiative d'une « marche » à la mi-octobre initiée par La France insoumise, contre la vie chère et l'urgence écologique est une bonne chose car elle permettrait d'augmenter le rapport de force de notre camp social sur la question sociale et en particulier celle des salaires dans la suite du 29 septembre. Mais à condition qu'elle se fasse dans l'unité et donc qu'elle soit réellement coconstruite entre les organisations syndicales, les associations et les partis politiques et pas seulement une démonstration politique de la NUPES pour apparaître comme la seule opposition dans ce pays.

LE RAPPORT AU TRAVAIL, LE SENS DU TRAVAIL... NE PLUS TRAVAILLER À N'IMPORTE QUEL PRIX !

Le contexte actuel est aussi marqué par l'évolution des rapports au travail dans un contexte de baisse du chômage. En effet, on constate aujourd'hui que les confinements, les couvre-feux, les restrictions ont amené nombre de salariéEs à réfléchir sur leurs conditions de vie et par là même de travail. Même si nous sommes encore loin du phénomène des États-Unis, les démissions se développent dans un certain nombre de secteurs, comme l'hôtellerie et la restauration, mais aussi dans le commerce, l'Éducation nationale, la santé, l'industrie, l'agriculture... L'enquête

périodique du ministère du Travail sur les mouvements de main-d'œuvre le confirme : on assiste depuis deux ans à une augmentation importante des démissions (+ 20,4 % entre le premier trimestre 2022 et le dernier trimestre 2019).

Le temps de travail, les conditions de travail et les salaires sont devenus primordiaux. Ces démissions s'ajoutent aux difficultés de recrutement, réelles dans certains secteurs. Certaines entreprises et certains secteurs de la Fonction publique sont d'ores et déjà en difficulté. Dans la santé publique, des services entiers ferment partiellement ou totalement par manque d'effectif et le manque d'enseignantEs en cette rentrée risque de poser de très nombreux problèmes. Par ailleurs, le gouvernement profite de cette pénurie d'enseignantEs due notamment à la réforme des concours pour développer le recrutement de milliers de contractuels supplémentaires en les formant en quatre jours !

On observe un effet de réactions individuelles qui montre que de plus en plus de salariéEs ont une furieuse envie de vivre autrement, de vivre mieux, d'avoir plus de temps, d'avoir de meilleures conditions de travail et d'être mieux payés. Ce phénomène se développe dans un contexte de casse massive des services publics (et plus largement de la sphère travail), où des pans entiers de la Fonction publique ont été dépecés de leurs effectifs depuis plusieurs années, où les salaires ont été longtemps gelés, et les investissements en moyens matériels stoppés. Partout la baisse des moyens a entraîné une dégradation des conditions de travail et génère aujourd'hui un manque d'attractivité.

ET BIENTÔT L'AUSTÉRITÉ

Lors du Conseil des ministres de rentrée, Macron a donné le ton : il n'y aurait



plus le choix, il faudrait se préparer à des sacrifices avec son habituel mépris en indiquant la fin de l'abondance et de l'insouciance. Pour tous ceux et celles qui s'usent la santé au travail et ont du mal à joindre les deux bouts, ces mots ne peuvent sonner que comme une provocation. C'est sans grande surprise, qu'à travers ces quelques mots, il nous prépare à de nombreux sacrifices : nouvelle réforme de l'assurance chômage, réforme des retraites pour nous faire travailler plus longtemps et une loi de finance 2023 qui sonnera le glas en particulier pour de très nombreux services publics et fonctionnaires... Une fois encore la loi de finances 2023 sera dans la continuité des autres : de nouveaux cadeaux aux plus riches et aux entreprises comme celui d'ores et déjà annoncé de la suppression de la Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE). Petit cadeau de 8 milliards d'euros, en ces temps de sobriété, on a vu mieux. Cet impôt contrairement à l'impôt sur les sociétés n'est pas basé sur les bénéficiaires,



mais s'applique lors de la production, l'importation de marchandises et de service, l'emploi de main-d'œuvre. C'est un impôt auquel les entreprises ne peuvent échapper avec de l'optimisation fiscale et c'est pour cette raison que le Medef exigeait depuis longtemps sa suppression. Il a donc une nouvelle fois été entendu. Le projet de loi de finances 2023 sera présenté le 26 septembre prochain au conseil des ministres puis fera l'objet de débat et de votes à l'Assemblée nationale. Le débat central sera axé sur la revendication de la NUPES de taxer les superprofits où, sur cette question, de nombreux couacs se font jour dans la majorité. Alors, même si cette revendication est légitime au vu des profits engendrés ces derniers mois par un certain nombre d'entreprises, il ne faut pas oublier les autres profits. Surtout que depuis 2018, l'impôt sur les sociétés est passé de 33 % à 25 %. Il faut exiger, dans le même temps, l'augmentation de ce taux même si nous savons que ce ne sera qu'un pansement.

UN OUTIL AU SERVICE DES LUTTES ET DE L'ÉMANCIPATION

On le voit les raisons de la colère sont bel et bien là et les militantes et

militants du NPA en cette rentrée feront tout pour que cette colère s'exprime par des grèves et des manifestations dans la rue pour mettre un coup d'arrêt aux politiques anti-sociales de Macron et consœurs.

Et c'est bien de cela dont nous devons discuter dans la gauche sociale et politique: comment faire face au rouleau compresseur macronien qui, en dépit de sa défaite aux législatives et de sa faible légitimité, entend poursuivre son œuvre de destruction sociale? Comment préparer les batailles qui s'annoncent, sur les retraites, les services publics, les salaires, dans la perspective d'infliger des défaites sociales à Macron? Comment reconstruire les outils nécessaires à la défense et à la mobilisation de notre classe, en ayant conscience qu'une véritable course de vitesse est engagée avec l'extrême droite? Le NPA ne prétend pas avoir les réponses à toutes ces questions, mais estime nécessaire, aujourd'hui, de multiplier les discussions et les expériences communes en vue de la construction de ces indispensables luttes et de cette nécessaire gauche de combat.

C'est pourquoi il nous semble urgent de travailler à la perspective de la construction d'une force politique démocratique, représentant les intérêts matériels des exploités et opprimés. Un

outil au service des luttes et de l'émancipation, un projet politique alternatif au capitalisme portant un programme de rupture. Le NPA ne peut à lui seul incarner cette organisation. C'est pourquoi nous nous sommes adressés et nous continuerons à nous adresser aux courants les plus déterminés à défendre une rupture avec le capitalisme, aux millions de travailleurEs et de jeunes qui se sont reconnus dans la Nupes, des syndicalistes et des militantEs associatifs combatifs et qui n'ont pas tranché le débat stratégique, réforme ou révolution. Il ne s'agit pas d'additionner des organisations, mais de mener une bataille pour que l'anticapitalisme et la perspective révolutionnaire deviennent majoritaires dans notre camp social afin d'œuvrer à des regroupements.

De nombreuses divergences existent et pas des moindres, comme le rapport aux institutions, le rapport à l'État, à l'impérialisme, aux oppressions, à l'auto-organisation des luttes nous ne sommes pas dupes ! Mais nous ne nous refusons pas à débattre avec les réformistes car nous pensons que c'est aussi comme cela que nous ferons progresser la conscience de classe et que nous avancerons dans la construction d'une force indépendante pour la rupture avec le capitalisme. □



Manifestation parisienne du 1er mai 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Les firmes automobiles gagnent plus en produisant moins !

PAR JEAN-CLAUDE VESSILLIER

Production et vente d'automobiles en baisse, difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs, guerre en Ukraine, investissements massifs pour passer aux motorisations tout électrique... Et pourtant les groupes automobiles affichent des niveaux de rentabilité records, inégalés pour certains d'entre eux.

L'exploitation de la force de travail est de plus en plus violente au travers des restructurations en cours et de la dégradation des conditions de travail. Rentabilité record signifie exploitation record.

DES RECORDS DE RENTABILITÉ

En 2021, la rentabilité des seize principaux groupes automobiles mondiaux a atteint son plus haut niveau sur les dix dernières années. Elle s'est établie à 8,5 %, soit près de 5 points de plus qu'en 2020. Elle était de 6,3 % en 2017 avant la pandémie. Mesuré en milliards d'euros, leur bénéfice total s'est élevé en 2021 à 134,2 milliards d'euros. Il a plus que doublé par rapport à 2020, soit un gain de 84,1 milliards d'euros, dépassant de 34 % le montant record de 2017 de 100 milliards d'euros.

Tous les groupes automobiles ont augmenté leur rentabilité en 2021. Tesla, le fétiche des boursicoteurs, est la marque qui a enregistré la rentabilité la plus élevée (12,1 %), suivie par BMW (12 %) et Mercedes-Benz (12 %).

Stellantis résultant de la fusion entre PSA et Fiat, affiche 8 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre avec un chiffre d'affaires de 88 milliards d'euros en hausse de 17 % et une rentabilité de 14 %, un chiffre encore jamais atteint par un constructeur généraliste en

Europe. Stellantis devenant le troisième constructeur automobile le plus rentable derrière Tesla et Mercedes.

Les résultats de Renault ont eux aussi de quoi satisfaire actionnaires et financiers. Le départ de Renault de Russie, deuxième marché pour le groupe, lui « aurait » coûté 2,3 milliards d'euros. Le conditionnel est nécessaire car ce chiffre n'est pas de l'argent net mesurable et sorti des caisses de l'entreprise, mais le résultat d'évaluations comptables arbitraires. Dans ce contexte, la perte affichée « n'est que » de 1,35 milliard d'euros : près d'un milliard d'euros rattrapé en six mois ! Et la rentabilité atteint le niveau de 5 %. Moins que chez Stellantis, mais plus que du temps de Carlos Ghosn où elle était en moyenne de 3 %.

GAGNER PLUS EN PRODUISANT MOINS

Ces résultats records sont obtenus alors que les ventes d'automobiles baissent. Elles sont passées dans le monde de 77,8 millions en 2019 avant la pandémie à 67,5 millions en 2020 et à 71,7 millions en 2021. En Europe, c'est moins 14 % pour les six premiers mois de l'année 2022 par rapport à 2021. Sur la même période, au total monde, Stellantis a vendu 7 % de voitures en moins et Renault de 2 % (en excluant la Russie de la comparaison).

Les firmes automobiles produisent et vendent moins de voitures tout en gagnant plus. La recette : vendre des voitures de plus en plus chères aux entreprises qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des achats de voitures, et à la minorité qui peut acheter une voiture neuve dont le prix moyen en France atteint 28 000 euros. Entre 2019 et 2022, le prix moyen des voitures neuves a augmenté de 21 %. Trouver des acheteurs pouvant suivre ces hausses de prix est rendu possible par les inégalités de revenus et de patrimoines amplifiées par la phase actuelle de l'économie capitaliste.

Cette tendance à l'augmentation du prix des voitures à l'œuvre depuis plus d'une dizaine d'années, éclate aujourd'hui et va se poursuivre avec le passage aux motorisations électriques encore plus chères et des chiffres d'affaires et des bénéfices accrus pour les firmes automobiles.

L'INTERDICTION DES VÉHICULES THERMIQUES EN 2035

L'interdiction des véhicules thermiques est actée en Europe pour 2035 même si l'on ne peut pas exclure d'ici



à quelques arrangements sur les délais et sur les véhicules hybrides. Cette interdiction contient déjà un premier arrangement puisque les camions ne sont pas pour le moment concernés, les constructeurs s'affirmant incapables de fabriquer dans le délai de 2035 en nombre suffisant des poids lourds à motorisation électrique. Les camions pourront donc continuer à polluer et le fret ferroviaire continuer à périlcliter.

Un moteur électrique est plus simple à fabriquer qu'un moteur thermique parce qu'il y a moins de pièces en mouvement. Pourtant les voitures électriques sont aujourd'hui plus chères d'environ 50 % que les voitures thermiques aux caractéristiques analogues. L'une des raisons tient au coût des batteries, mais une autre tient aux marges bénéficiaires que toutes les firmes automobiles réalisent sur la vente des voitures électriques, les subventions publiques offertes dans la plupart des pays permettant ainsi de gonfler le prix de vente. Le montant de ce « sur-prix » est un « secret de fabrication »...

Les mêmes usines-terminal peuvent assembler voitures électriques ou thermiques. Avec leurs niveaux records de rentabilité et de profit, les firmes automobiles prouvent qu'elles ont les ressources nécessaires pour ce passage à la motorisation électrique.

UN PREMIER SEMESTRE 2022 MARQUÉ PAR LA DÉSORGANISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

La pandémie et la coupure des chaînes de production qu'elle a entraînée à l'exemple de la pénurie en semi-conducteurs, continuent d'avoir des conséquences sur toute l'industrie automobile mondialisée

La crise des approvisionnements en

semi-conducteurs qui continue et, à un moindre degré, la guerre en Ukraine ont causé quelques ruptures dans les chaînes de production. Amplifié par la politique du zéro stock, cela a entraîné la mise en chômage technique de nombreuses usines, et sans guère de préavis. Avec les conséquences sur la feuille de paie mais aussi sur les possibilités de rassemblement des salariés, y compris entre militants. Pour augmenter encore les divisions, certaines usines d'un même groupe ont fonctionné à plein comme l'usine de Mulhouse alors que celles de Rennes, Sochaux et Poissy connaissaient des semaines de chômage technique.

Dans les secteurs des études, les firmes

des vies concrètes dans les ateliers et services. Cette impuissance laisse le champ libre aux offensives patronales. Et c'est dans ce contexte, en ajoutant les difficultés de mobilisation, que la fédération de la métallurgie CGT est en train d'exclure le syndicat CGT de l'une des principales usines automobiles, celle de Stellantis Poissy, et son délégué syndical central, Jean-Pierre Mercier.

LE TEMPS DES OFFENSIVES PATRONALES

Partout on assiste à une dégradation des conditions de travail que la pandémie avait amplifiée mais qui perdure.

Les outils CHSCT ayant été démantelés sous Hollande et Macron, il revient

aux médecins du travail de chez PSA de sonner l'alarme. Un appel datant de la fin de l'année 2021 a été largement diffusé au moins de juin.

Ces médecins écrivent : « *Nous observons sur les établissements un manque d'entretien et de renouvellement de matériel, y compris sur des éléments de sécurité (électriques, systèmes de ventilation...).* Même certaines urgences ne sont

plus traitées comme telles. Le sentiment au quotidien est celui d'une réalité d'usine low-cost, là où avait été annoncée l'Usine du Futur¹. »

L'ensemble de ces médecins alerte sur « *une augmentation des situations critiques portées à leur connaissance. Les signaux faibles laissent craindre que le nombre de personnes dans cette situation soit en nette progression* ».

Dans l'usine de Mulhouse où se préparait au printemps 2022 le lancement d'un nouveau modèle, le correspondant NPA de l'usine écrit : « *les intérimaires ne restent pas, tant à cause de la pénibilité des conditions de travail, les pressions dans l'organisation du travail, et bien sûr à cause des salaires minables. Pour recruter, la direction et les*



Siège de Chrysler (Stellantis North America). ©42-BRT/Wikimedia Commons

automobiles ont pérennisé le recours au télétravail introduit lors de la pandémie. Plus du tiers des surfaces sont aujourd'hui vacantes. Renault met en vente une part de ses surfaces à Guyancourt et PSA va réorganiser et concentrer ses activités dans de nouveaux bâtiments à Poissy. La conséquence immédiate, c'est là aussi un démembrement des collectifs de travail dans des secteurs aux traditions de lutte moins développées.

Ces facteurs pèsent sur l'organisation et l'expression des résistances. Les directions syndicales de la métallurgie et de la filière automobile s'avèrent incapables de les contrecarrer et tendent à des pratiques de plus en plus institutionnelles encore plus éloignées

agences d'intérim organisent des "job dating" dans les quartiers populaires de Mulhouse ».

L'over-time se multiplie, parfois institutionnalisé dans des accords d'entreprise comme chez Renault, systématisant les horaires de travail irréguliers avec des heures supplémentaires imposées en fonction des incidents machines sur les chaînes de production et de tous les aléas qui pèsent sur le nombre de voitures à produire par jour. La flexibilité, c'est travailler une ou plusieurs heures de plus sans qu'il y ait ni transport prévu en fin de travail, ni prise en compte, bien sûr, des contraintes familiales ou personnelles de chacun.

Cette détérioration des conditions de travail s'accompagne d'un blocage maintenu des salaires au moment où profits et dividendes explosent. Chez Stellantis, la hausse annoncée pour 2022 est de 2,8 % pour les ouvriers, loin de l'inflation constatée. Stellantis privilégie les primes qui, données une fois, ne sont pas inscrites dans le salaire. Même politique chez Renault avec une masse salariale en augmentation de 2,6 % recouvrant de grandes différences entre salariés. Ce ne sont pas des augmentations générales car la « tendance » patronale est à l'individualisation des salaires, une part significative de salariés ne touchant rien de plus sur leur salaire. Alors que la hausse des prix continue et que les profits des firmes automobiles explosent avec les revenus des principaux dirigeants, Tavares en tête. Cette stagnation des salaires réels peut être à l'origine de luttes à portée générale contre la politique des firmes et du gouvernement.

TOUTES LES FONDERIES POUR RENAULT LIQUIDÉES

La liquidation des fonderies produisant pour leur seul donneur d'ordre Renault s'est achevée au cours du premier semestre 2022. La dernière en date a été sa filiale « Fonderies de Bretagne » cédée cet été à un investisseur allemand. Toutes les fonderies du Poitou Fonte et Alu, de MBF à Saint-Claude dans le Jura et de la SAM dans le bassin de Decazeville ont été mises en liquidation judiciaire, donc fermées. Renault, le responsable avec l'arrêt de ses commandes, sait pourtant avec ses services d'achats contrôler ses petits sous-traitants pour s'assurer de la

conformité des process de fabrication avec les cahiers des charges et... négocier à la baisse les prix d'achat. Ce sont des usines laissées pendant des années à des patrons voyous en toute connaissance de cause et dont Renault a décrété la fin en coupant les commandes. Le passage à l'électrique n'est qu'un faux motif car une automobile a besoin de pièces issues des fonderies pour beaucoup d'autres dispositifs que les moteurs et nombre des fonderies aujourd'hui fermées produisaient déjà des produits fins à base d'aluminium adaptés aux moteurs électriques.

Toute une filière a été cassée après que pendant plus d'une année les luttes et les résistances se sont succédé usine par usine. Les quelques rassemblements d'ensemble appelés par la seule fédération de la métallurgie CGT au printemps 2021 ont rassemblé moins de manifestants que les 3 000 participants recensés en moyenne lors de la dizaine de manifestations tenues dans le bassin de Decazeville en Aveyron autour de la SAM.

À l'inverse de Renault, au sein même de l'usine PSA de Mulhouse l'activité de fonderie est maintenue. Mais d'autres fonderies appartenant au groupe comme celle de Sept-Fons dans l'Allier sont menacées. La principale offensive de PSA s'est portée cette année sur la stagnation des salaires et la détérioration continue des conditions de travail.

LE DÉMEMBREMENT PROGRAMMÉ DE RENAULT

Selon un projet préparé depuis plusieurs mois et encore confirmé mi-juillet, Renault serait divisé en deux parties, l'une avec l'ensemble des activités électriques, l'autre pour les activités thermiques, basée en Espagne et en Roumanie.

Les salariés de Renault qui travaillent dans les activités électriques autour de Douai appartiennent déjà à une filiale à 100% de Renault, ElectricCity, sans les mêmes conventions collectives. L'entité « électrique » deviendrait une société indépendante cotée en bourse pour bénéficier de l'engouement des boursicoteurs pour ce type de structure. La référence en la matière est la firme Tesla à la capitalisation boursière approchant à la mi-août les 900 milliards de dollars (contre, à titre de comparaison, 46 milliards d'euros pour Stellantis et 3 milliards d'euros pour Renault).

Ces plans pour demain éclairent les décisions actuelles. La liquidation des fonderies en France, pour privilégier le groupe multinational CIE basé à Bilbao, s'inscrit dans ce projet de confier à l'Espagne et à la Roumanie toutes les activités relevant de la mécanique traditionnelle. Et en France tout le secteur des études pour les moteurs thermiques et hybrides, installé notamment dans le Centre de Lardy dans l'Essonne, est menacé. Près de 1 000 suppressions d'emplois, sur un effectif total de 3 000, ont déjà eu lieu en trois ans et demi. Dans ce centre, la résistance s'est poursuivie tout au long du semestre pour exiger les formations nécessaires au maintien de l'emploi sur place sans lesquelles c'est le départ forcé assuré. Plutôt que nous faire partir, Renault doit nous reconverter ! C'est l'exigence du syndicat CGT de l'établissement.

Laisser faire ces grands groupes automobiles, c'est leur permettre d'utiliser et de détourner toutes les opportunités à leur propre profit. L'interdiction des moteurs thermiques en 2035 n'est pas une charge pour les firmes automobiles ; c'est au contraire un moyen de renouveler à marche forcée les automobiles individuelles existantes en les remplaçant par des voitures qui ne sont pas moins polluantes sur le plan global. C'est le moment pour le patronat de s'en prendre aux conventions et droits conquis dans une branche qui avait été au siècle dernier à la pointe des mobilisations ouvrières au service de toutes et tous.

Pas de doute, c'est bien le patronat de l'automobile soutenu par le gouvernement qui est à l'initiative dans les offensives de ces derniers mois. La question pour le mouvement ouvrier et syndical est d'inverser ce rapport des forces, de surmonter les divisions, d'obtenir des victoires même partielles faisant sens pour tous les salariés, et de concrétiser des perspectives où emplois et qualifications seraient mises au service des besoins de la population. Il y a urgence à empêcher le patronat de l'automobile de s'enrichir et de nuire à nos dépens : au-delà des salariés du secteur, cela devient l'affaire de toute la population. □

1) <https://letois.info/actualites/stellantis-les-medecins-du-groupe-alertent-sur-letat-de-sante-du-personnel/>

La crise alimentaire internationale et les propositions pour en sortir

PAR OMAR AZIKI ET ÉRIC TOUSSAINT

Contrairement à une idée qui s'est largement répandue en 2022, la crise alimentaire mondiale a commencé avant l'invasion russe de l'Ukraine et l'augmentation du prix des céréales provoquée par la spéculation. À l'échelle planétaire, entre 2014 et 2021, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave a augmenté de plus de 350 millions, passant de 565 millions à 924 millions.

L'augmentation a été particulièrement forte entre 2019 et 2021, a concerné un peu plus de 200 millions de personnes. En 2021, quelque 2,3 milliards de personnes (29,3 % de la population mondiale) étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave¹. En 2022, tous les indicateurs sont au rouge et le Conseil de sécurité des Nations unies a même été réuni le 17 mai 2022 pour débattre de comment faire face à la crise alimentaire qui pourrait provoquer des révoltes populaires.

COMMENT EXPLIQUER QU'ON SOIT TOUJOURS CONFRONTÉ À LA FAIM AU 21^E SIÈCLE ?

C'est le résultat du modèle de l'agro-business qui cherche non pas à nourrir les populations mais à réaliser des surprofits. C'est beaucoup plus flagrant dans les pays du Sud global où les programmes d'ajustement structurel du FMI et la Banque mondiale ont encouragé une agriculture intensive d'exportation selon les critères de concurrence et de rentabilité sur le marché mondial et ont marginalisé le secteur de la production vivrière et l'agriculture paysanne qui fournit pourtant 70 % de la production de nourriture au niveau

mondial². Les aliments sont transformés en marchandises soumises à la spéculation sur le marché mondial où une poignée de grandes multinationales fixent les prix. Ces grandes entreprises de l'agro-business bénéficient de subventions publiques, accaparent de plus en plus de terres pour l'extension de la production d'agrocultures et les ressources en eau pour des cultures hyper consommatrices, détruisent les semences paysannes au profit des hybrides et des OGM, généralisent l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides. Ce modèle de production augmente considérablement la vulnérabilité des cultures face aux chocs externes et contribue énormément au changement climatique et aux sécheresses qui affectent l'agriculture pluviale et tarissent les nappes phréatiques. Il est directement lié au système capitaliste mondial et à sa crise multiforme dont la crise alimentaire est une des manifestations.

QUELLE EST L'AMPLEUR DE LA CRISE SUR LE PLAN HUMANITAIRE ?

Un être humain sur dix souffre en permanence de la faim. Selon un critère plus large qui est élaboré par la FAO et d'autres organismes

onusiens, 30 % de la population mondiale souffre de manière modérée de l'insécurité alimentaire.

Si on se concentre sur le continent africain, toujours selon la FAO, environ 60 % de la population est touchée par l'insécurité alimentaire modérée et 20 % par l'insécurité alimentaire grave, ces chiffres risquant d'augmenter fortement avec l'instabilité climatique.

En 2020, « on estime que 45 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition, qui peut multiplier par 12 le risque de décès chez les enfants. En outre, 149 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance et de développement en raison d'un manque chronique de nutriments essentiels dans leur alimentation³ ». 45 % des décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la malnutrition, cela représente 3,1 millions d'enfants.

« En 2021, l'écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'insécurité alimentaire s'est encore accentué : 31,9 % des femmes dans le monde étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre

27,6 % des hommes – un écart de plus de 4 points de pourcentage, contre 3 points de pourcentage en 2020⁴ ».

Selon un communiqué de l'Unicef du 23 juin 2022 : « Dans 15 pays actuellement touchés par une crise, près de 8 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans risquent de décéder des suites d'une émaciation sévère s'ils ne reçoivent pas des aliments thérapeutiques et des soins immédiats [...]. Depuis le début de l'année, la crise alimentaire mondiale n'a cessé de s'amplifier, l'émaciation sévère touchant 260 000 enfants supplémentaires (soit un toutes les 60 secondes) dans les 15 principaux pays concernés, notamment dans la Corne de l'Afrique et le centre du Sahel. » L'Unicef ajoute : « En parallèle, le prix des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi visant à traiter l'émaciation sévère a augmenté de 16 % ces dernières semaines en raison d'une envolée du coût des matières premières, privant jusqu'à 600 000 enfants supplémentaires de ce traitement d'importance vitale et mettant ainsi leur vie en danger⁵. »

Structurellement, une majorité des personnes victimes de la faim appartient paradoxalement à la population rurale. Ce sont en majorité des familles de producteurs agricoles qui ne possèdent pas de propriétés ou pas assez de terres, ni de moyens pour les mettre en valeur et qui doivent vendre sur le marché le plus de produits agricoles notamment pour rembourser leurs dettes en privant leur famille d'une nourriture suffisante. Il y a bien sûr également les populations urbaines les plus appauvries.

Mais il est important de souligner qu'une partie croissante des aliments produits ne sert pas à l'alimentation humaine.

Les gouvernements du Nord encouragent la production d'agrocarburants, appelés à tort biocarburants, afin de créer une réaction positive de l'opinion publique. Dans un article d'avril 2022, Jean-François Collin, haut fonctionnaire et ex-conseiller au ministère de l'Agriculture met en évidence « l'augmentation considérable des usages industriels de la production céréalière mondiale [...], notamment la

production d'éthanol : 30 % de l'augmentation de la production mondiale des cinquante dernières années ont été consacrés au développement des usages industriels des céréales. Cela concerne principalement le maïs mais également le blé. [...] Environ 200 millions de tonnes de maïs américains sont transformées chaque année en éthanol incorporé dans le carburant des véhicules automobiles. 10 % des céréales produites dans le monde servent aujourd'hui de carburant. On pourrait ajouter les surfaces consacrées à d'autres plantes qui ne sont pas des céréales, comme le colza, le soja ou l'huile de palme avec lesquels on produit du diester également uti-

Elles jouent un rôle fondamental dans la fixation des prix et de l'approvisionnement. Il s'agit de Archer Daniels Midland, De Bunge, Cargill et Louis Dreyfus, souvent désignés par le sigle ABCD.

Ce contrôle sur le commerce des aliments a ainsi permis à ces entreprises de l'agro-industrie, mais aussi aux grandes chaînes commerciales telles que Walmart ou Carrefour, d'imposer des hausses de prix en 2021 de l'ordre de 30 %⁷.

Autres causes fondamentales de la crise alimentaire, les politiques néolibérales d'ouverture des marchés que nous analysons plus loin. En effet, celles-ci ont rendu les pays du Sud



Ferme de tomates dans le village de Kapsoror, Kapchorwa, Ouganda, en 2008. © Kate Holt/AusAID

lisé comme carburant. Ce sont autant de surfaces qui ne sont pas consacrées à la production de blé ou de riz susceptible d'alimenter directement des humains⁶. »

Il est également important de souligner que plus d'un tiers de la production mondiale de céréales, 35 % selon J.-F. Collin, est destiné à l'alimentation des animaux d'élevage.

Une poignée de sociétés transnationales contrôlent largement le marché des céréales, formant un oligopole, et augmentent en permanence leurs profits et leur fortune sur le dos des populations. Au niveau planétaire, quatre sociétés, dont trois sont étasuniennes et une est française, contrôlent 70 % du marché international des céréales.

global de plus en plus dépendants de leurs importations de céréales (voir plus loin la critique des différentes politiques appliquées par les pays du Sud sous pression des institutions comme la BM et le FMI mais aussi de leurs propres classes dominantes). En cas de choc extérieur entraînant une augmentation des prix sur le marché mondial et/ou une difficulté d'approvisionnement, les pays du Sud global, qui ne produisent pas de céréales en suffisance, sont directement touchés. Parmi les facteurs récents qui ont aggravé la crise alimentaire, il y a

l'énorme spéculation qui a eu lieu sur les marchés des céréales dès le lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les prix du blé et du maïs ont augmenté de près de 50 % en une quinzaine de jours alors qu'il n'y avait à ce moment-là aucune destruction de la production et aucun problème d'approvisionnement. Il s'agissait de spéculation pure de la part des grandes sociétés privées qui achètent des stocks de céréales dans les bourses de céréales dont la principale se trouve à Chicago. Le prix du riz a également augmenté, mais plus modérément.

Immédiatement, les grandes sociétés de commercialisation, les grandes surfaces, ont augmenté le prix des aliments et cela sans justification.

Au moment où ces lignes sont écrites à la mi-août 2022, au cours des trois derniers mois, le prix du blé à la bourse de Chicago a baissé de 30 % et le prix du maïs a baissé de 25 %, mais cela ne s'est pas répercuté par une baisse des prix au détail.

Les prix au détail pour les consommateurs/trices des classes populaires ont fortement augmenté et il est peu probable qu'ils baisseront, les gouvernants n'appliquant pas de politique de contrôle ou de fixation des prix. Les grandes entreprises privées sont

en effet libres de les fixer selon leur bon vouloir.

EST-IL POSSIBLE D'ÉRADIQUER LA FAIM ?

Éradiquer la faim, c'est tout à fait possible. Les solutions fondamentales pour atteindre cet objectif vital, passent par un projet de souveraineté alimentaire alternatif au modèle de l'agrobusiness intensif. La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et développer sa propre capacité à produire son alimentation de base. Elle suppose la protection des ressources naturelles, notamment la terre, les eaux et les semences. Elle place les producteurs/trices, distributeurs/trices et consommateurs/trices des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle vise donc à nourrir la population à partir de l'effort des producteurs/trices au niveau local, tout en limitant les importations et les exportations.

Pour avancer vers la souveraineté alimentaire, il faut mettre l'agroécologie au cœur des décisions politiques des gouvernements. L'agroécologie est une alternative au modèle néolibéral productiviste. Elle garantit les droits collectifs de la paysannerie, protège la biodiversité, renforce les systèmes

alimentaires locaux, et valorise le travail des femmes qui est littéralement vital.

Cela permettra de disposer d'une alimentation de qualité : sans OGM, sans pesticides, sans herbicides, sans engrais chimiques. Mais pour atteindre cet objectif-là, il faut que plus de 3 milliards de paysans puissent accéder à la terre en quantité suffisante et la travailler pour leur compte au lieu d'enrichir les grands propriétaires, les transnationales de l'agrobusiness, les commerçants et les prêteurs. Il faut aussi qu'ils disposent, grâce à l'aide publique, des moyens pour cultiver la terre (sans l'épuiser).

Pour ce faire, il faut une réforme agraire, réforme qui manque toujours cruellement, que ce soit au Brésil, en Bolivie, au Paraguay, au Pérou, en Asie ou dans certains pays d'Afrique. Une telle réforme agraire doit organiser la redistribution des terres en interdisant les grandes propriétés terriennes privées et en fournissant un soutien public au travail des agriculteurs. Elle doit s'opposer aux politiques agraires mises en œuvre par la Banque mondiale, par des fondations comme la Fondation Bill Gates et des multinationales qui favorisent de grandes opérations d'accaparement de terres.

Elle doit préserver les forêts existantes et encourager le reboisement, stopper



Champ à Nathenje, Malawi. © Stephen Morrison/AusAID / Wikimedia Commons

la privatisation et la marchandisation des ressources hydriques, éviter la monoculture à l'origine de dégradations des sols...

Il est important de souligner que le FMI et surtout la Banque mondiale ont d'énormes responsabilités dans la crise alimentaire car ce sont notamment ces institutions qui ont poussé les États à se connecter de plus en plus aux marchés internationaux en accroissant leur dépendance, à supprimer les aides aux petits producteurs et à offrir une place de choix aux transnationales de l'agro-business. Le FMI et la Banque mondiale ont recommandé aux gouvernements du Sud de supprimer les silos à grains qui servaient à alimenter le marché intérieur en cas d'insuffisance de l'offre et/ou d'explosion des prix. Ils les ont également poussés à supprimer les organismes de crédit public aux paysans et ont poussé ceux-ci dans les griffes des prêteurs privés (souvent de grands commerçants) ou des banques privées qui pratiquent des taux usuriers. Cela a provoqué l'endettement massif des petits paysans, que ce soit en Inde, au Nicaragua, au Mexique, en Égypte ou dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Selon les enquêtes officielles, le surendettement des paysans qui touche les paysans indiens est la cause principale du suicide de plus de 400 000 paysans en Inde au cours des 25 dernières années⁸. C'est un pays où précisément la Banque mondiale s'est employée avec succès à convaincre les autorités de supprimer les agences publiques de crédit aux agriculteurs. Et ce n'est pas tout : au cours des 50 dernières années, la Banque mondiale et le FMI ont aussi poussé les pays tropicaux et autres pays du Sud global à réduire leur production de blé, de riz ou de maïs pour les remplacer par des cultures d'exportation (cacao, café, thé, bananes, arachide, fleurs, coton...). Enfin, pour parachever leur travail en faveur des grandes sociétés de l'agro-business et des grands pays exportateurs de céréales (en commençant par les États-Unis, le Canada et l'Europe occidentale), ils ont poussé les gouvernements à ouvrir en grand les frontières aux importations de nourriture qui bénéficient de subventions massives de la part des gouvernements du Nord, ce qui a provoqué la faillite de nombreux producteurs/trices du Sud et une très forte réduction

de la production vivrière locale.

En résumé, il est nécessaire de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, promouvoir l'agroécologie et appliquer la réforme agraire. Il faut abandonner la production des agro-carburants industriels et bannir les subventions publiques à ceux qui les produisent. Il faut également recréer au Sud des stocks publics de réserves d'aliments (en particulier de grains : riz, blé, maïs...), (re)créer des organismes publics de crédit aux agriculteurs/trices et rétablir une régulation des prix des aliments. Il faut garantir que les populations à bas revenu puissent bénéficier de bas prix pour des aliments de qualité. Il faut supprimer la TVA sur les aliments de base. L'État doit garantir aux petits producteurs/trices agricoles des prix de vente suffisamment élevés afin de leur permettre d'améliorer nettement leurs conditions de vie. L'État doit également développer les services publics dans les milieux ruraux (santé, éducation, communications, culture, « banques » de semences...). Les pouvoirs publics sont parfaitement à même de garantir à la fois des prix subventionnés aux consommateurs d'aliments et des prix de vente suffisamment élevés pour les petits producteurs agricoles afin qu'ils disposent de revenus suffisants.

CE COMBAT CONTRE LA FAIM N'EST-IL PAS PARTIE PRENANTE D'UN COMBAT BIEN PLUS VASTE ?

On ne peut prétendre sérieusement lutter contre la faim sans s'attaquer aux causes fondamentales de la situation actuelle. La dette est l'une d'entre elles, et les effets d'annonce sur ce thème, fréquents ces dernières années comme lors des sommets du G7 ou du G20, masquent mal que ce problème demeure entier. La crise globale qui touche le monde aujourd'hui aggrave la situation des pays en développement face au coût de l'endettement et de nouvelles crises de la dette au Sud sont en préparation. Ce qui se passe en 2022 au Sri Lanka ou en Argentine en sont des exemples criants. Or cette dette a conduit les peuples du Sud, souvent pourvus en richesses humaines et naturelles considérables, à un appauvrissement massif. Le « système dette » est un pillage organisé auquel il est urgent de mettre fin.

En somme, la dette est un des principaux mécanismes par lesquels une

nouvelle forme de colonisation s'opère au détriment des peuples. Elle vient s'ajouter à des atteintes historiques portées également par les pays riches : esclavage, extermination de populations indigènes, joug colonial, pillage des matières premières, de la biodiversité, du savoir-faire des paysans (par le brevetage au profit des transnationales de l'agro-business du Nord des produits agricoles du Sud comme le riz basmati indien) et des biens culturels, fuite des cerveaux, etc. Il est plus que temps de remplacer la logique de domination par une logique de redistribution de richesses dans un souci de justice.

Le G7, le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris imposent leur propre vérité, leur propre justice, dont ils sont à la fois juge et partie. Depuis la crise de 2007-2009, le G20 a pris le relais du G7 et a contribué à remettre le FMI discrédité et délégitimé au centre du jeu politique et économique en particulier à l'égard du Sud global. Il faut mettre fin à cette injustice qui profite aux oppresseurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Le CADTM soutient avec enthousiasme les propositions et les revendications avancées par le mouvement paysan international La Via Campesina pour faire face à la crise alimentaire et aller vers la souveraineté alimentaire⁹. □

Les auteurs remercient Pablo Laixhay et Brigitte Ponet pour leur relecture.

1) FAO : « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. », édition 2022, <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cc0639e>

2) La FAO déclare elle-même que les « agriculteurs familiaux [...] produisent plus de 70 % de la nourriture dans le monde et plus de 80 % en valeur dans les pays en développement ». Voir la fin de la déclaration suivante : <https://www.fao.org/news/story/fr/item/1175255/icode/>

3) Communiqué de presse de l'Organisation mondiale de la Santé, 6 juillet 2022, <https://www.who.int/fr/news/item/06-07-2022-un-report--global-hunger-numbers-rose-to-as-many-as-828-million-in-2021>

4) Ibid.

5) <https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/la-crise-alimentaire-mondiale-engendre-un-nouveau-cas-de-malnutrition-severe-par-minute>

6) <https://la-sociale.online/spip.php?article759>

7) Oxfam, « Quand la souffrance rapporte gros : face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches. », publié le 23 mai 2022 https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2022/05/Final-Davos-Media-Brief-12.5.22_FR-final.pdf.

8) <https://scroll.in/article/1003219/nearly-400000-farmers-committed-suicide-in-india-between-1995-and-2018-why>

9) <https://viacampesina.org/fr/declaration-de-lvc-arretons-la-crise-alimentaire-la-souverainete-alimentaire-cest-maintenant/>

Du charbon dans le Green Deal

PAR DANIEL TANURO

Les phénomènes météorologiques récents envoient un message très clair : si les gouvernements continuent à ne (presque) rien faire, le réchauffement aura des conséquences de plus en plus catastrophiques.

Sur le plan écologique et sur le plan social : le changement climatique approfondit les inégalités, les travailleurs/euses et les populations pauvres en sont les principales victimes, et ils/elles seront de plus en plus nombreux à le payer de leur vie.

LA CATASTROPHE, EN FAIT, NOUS Y SOMMES DÉJÀ

La température n'a augmenté « que » de 1,2°C et cela suffit à multiplier et intensifier des sécheresses, des vagues de chaleur, des pluies torrentielles, des tempêtes etc. Pas besoin d'être climatologue pour imaginer l'impact de +1,5°C... D'ailleurs, les spécialistes le disent : les projections des modèles sous-estiment la réalité. Tout va plus vite qu'annoncé !

Les sommets sur le climat (COP) de Paris et de Glasgow ont fixé pour objectif le maintien du réchauffement au-dessous de 1,5°C. C'est le seuil au-delà duquel la Terre risque de devenir une « planète étuve », plus chaude de 5°C. Une planète qu'Homo sapiens n'a jamais connue. Des régions accueillant aujourd'hui deux milliards de gens deviendront inhabitables, la chute de la biodiversité s'accélèrera et la survie même de notre espèce sera menacée.

Au fil des 26 COP, les gouvernements ont tellement tergiversé qu'il ne reste plus guère de temps pour agir : la barre du 1,5°C sera franchie bien avant 2040. Pour l'empêcher, il faudrait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre diminuent de 45 à 50 % d'ici 2030. Il faudrait en plus que les émissions et les absorptions « anthropiques » de gaz carbonés s'équilibrent en 2050¹ (« zéro carbone net »).

L'URGENCE EST MAXIMALE, MAIS LES POLITIQUES SONT EN-DESSOUS DE TOUT

Dans le meilleur des cas, si tous les engagements et toutes les vagues promesses de réduction d'ici 2030 étaient tenues, le réchauffement serait de 2,4°C. En ajoutant les promesses encore plus vagues de réduction d'ici 2050 il serait – peut-être – limité à + 2,1°C. Mais cela resterait trop. Beaucoup trop. On va dans le mur.

Pourquoi les gouvernements n'ont-ils rien fait (ou presque) pendant trente ans, alors qu'ils savaient ? Parce que leur priorité est de soutenir les profits des entreprises dans la concurrence et que la croissance capitaliste qui en découle est basée sur les énergies fossiles. Les besoins sociaux et l'écologie sont des « variables d'ajustement ».

Pour sauver le climat, il faudrait en priorité cesser de brûler du pétrole, du charbon et du gaz naturel. En effet, ces « combustibles fossiles » dégagent beaucoup de CO₂ et ce gaz est le plus préoccupant des gaz à effet de serre, car il s'accumule dans l'atmosphère. La concentration atmosphérique en CO₂ a augmenté de 50% depuis la révolution industrielle. Elle est sans précédent depuis 14 millions d'années.

L'urgence et le bon sens imposeraient d'utiliser moins d'énergie, d'abandonner les productions inutiles et de remplacer les fossiles par des renouvelables (elles sont sans danger et suffisent largement à satisfaire nos besoins²). On dit que cette « transition énergétique » est en cours mais c'est un leurre : en trente ans, la part des fossiles dans le « mix énergétique » mondial n'a baissé que de 4% (86% en 1992, 82% en 2021) !

Les renouvelables ne remplacent pas les fossiles : elles s'y ajoutent. Pourquoi ? Parce que le secteur énergétique est aux mains d'énormes multinationales très puissantes dont les investissements gigantesques sont financés par les banques, que tout ce petit monde refuse de renoncer à la poule aux œufs d'or fossile, et que les gouvernements sont au service de ces gens-là.

LES GOUVERNEMENTS RELANÇENT LES FOSSILES

Alors que la sécheresse fait des ravages, il faudrait démultiplier les efforts, amplifier cent fois les timides mesurées climatiques déjà prises, leur donner un contenu social et solidaire – afin qu'une majorité de la population y adhère. Les gouvernements font l'inverse : ils relancent les fossiles !

Avec son « Green Deal », l'Union européenne se vante de mener la bonne politique climatique. C'est faux : l'engagement de l'UE à réduire ses émissions de 55 % d'ici 2030 est inférieur à l'effort de 65 % que lui dicte sa responsabilité historique dans le réchauffement³. De plus, le « bon élève » fait comme la Chine, la Russie, les USA : lui aussi, il relance les fossiles.

Récemment, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchéquie, l'Italie, l'Autriche ont décidé d'accroître la part du charbon dans la production électrique. L'Allemagne augmente sa production de lignite. La France envisage de rouvrir sa dernière centrale à charbon (fermée en mars dernier).

La Commission menace : ceux qui, dans le cadre du Green Deal, auront reçu l'aide du Fonds de la Transition Juste pour organiser la reconversion

des travailleurs des secteurs « sales » devront rembourser. On verra ce qu'il en est, car l'argent a été distribué...

Il n'y a pas que la relance des fossiles : alors que la sécheresse menace le refroidissement des centrales (et que la guerre en Ukraine illustre la dangerosité du nucléaire !), Macron décide de construire jusqu'à 14 nouveaux réacteurs EPR (en ignorant les alternatives de l'ADEME), la Belgique renonce à fermer deux des siens et l'Allemagne reporte sa dénucléarisation...

LA GUERRE N'EXPLIQUE PAS TOUT

Les tensions autour de la guerre d'agression de l'impérialisme russe ne suffisent pas à expliquer ce changement de cap. Un indice parmi d'autres : la « taxonomie européenne » – la décision grotesque de définir le gaz et le nucléaire comme des énergies « vertes » – a été concoctée en 2021, bien avant l'invasion de l'Ukraine.

L'infléchissement des politiques énergétiques a commencé plus tôt. En 2019, les importations européennes de gaz de schiste étatsunien (par tankers, donc avec un surcroît d'émissions par rapport aux gazoducs) avaient triplé par rapport à l'année précédente.

À la fin (?) de la pandémie, la concurrence a redoublé, les chaînes d'approvisionnement étaient désorganisées. C'est alors que le Green Deal est devenu de moins en moins vert. Au quatrième trimestre de 2021, les émissions de l'UE étaient 8 % supérieures à leur niveau du quatrième trimestre de 2019 (avant la pandémie). Principaux responsables : les transports, les mines, et les producteurs d'électricité. Envolées, les promesses de « relance verte » !

À présent, la guerre tombe à pic pour freiner les politiques écologiques qui gênent les capitalistes. Deux exemples : 1°) ce n'est pas pour économiser l'énergie que le parlement européen, en juin 2022, a exempté les constructeurs de voitures de luxe de l'obligation de bannir le moteur thermique au-delà de 2035 ; 2°) dans le cadre de la nouvelle



La Leysse à l'entrée de Chambéry le 28 juillet 2022. © Florian Pépélin / Wikimedia Commons

PAC, 3% des terres agricoles devaient être dédiées au maillage écologique (objectif : 10% en 2030). Les lobbies prétendent que cet objectif compromet la « sécurité alimentaire », du fait des tensions sur les exportations de grain ukrainien. Or, cet argument ne tient pas debout : 32% des céréales produites dans l'UE servent à fabriquer des agrocarburants (et 46% à nourrir du bétail)... Nous pourrions tous manger à notre faim, sans hausse des prix et sans abandon des sanctions contre la Russie.

EN DEHORS D'UN ÉCOSOCIALISME, PAS DE SALUT

Revenons aux entorses au Green deal. Selon la Commission, elles sont temporaires, et à compenser ultérieurement. Mais comment ? Le CO₂ émis en sus des projections restera dans l'atmosphère, menaçant d'éloigner encore plus l'UE – et le monde – du 1,5°C maximum. Qu'à cela ne tienne : les fanatiques de l'accumulation, qui ont réponse à tout, plaideront pour que ce CO₂ soit balayé sous le tapis à coups de « compensation carbone » et de technologies d'apprentis-sorciers, genre bioénergie avec capture-séquestration du carbone⁴. Comment lutter ? Les exemples des voitures de luxe et du maillage écologique mettent en lumière le fond du problème : la concurrence pour le

profit entraîne la tendance à produire toujours plus, et c'est cette logique infernale du capitalisme qui empêche de prendre la crise climatique à bras-le-corps dans l'intérêt des gens et de la nature. En dehors d'une politique qui exproprie l'énergie, la finance et l'agrobusiness pour bâtir une société du temps libéré, une société qui prend soin, qui produit moins, qui travaille moins, qui partage les ressources, qui produit pour les besoins humains réels démocratiquement déterminés, il n'y a pas de salut. En dehors d'un écosocialisme, il n'y a pas de salut. □

1) On peut augmenter les absorptions naturelles de carbone par une meilleure gestion des sols, une extension des forêts, ou d'autres moyens.

2) L'urgence et le bon sens imposeraient aussi de remplacer l'agrobusiness par l'agroécologie et d'adopter un plan public d'adaptation à la part inévitable du réchauffement, mais cet article est centré sur la politique énergétique.

3) De plus, il est assorti d'une taxe à l'importation qui impose aux pays du Sud de payer le prix du carbone correspondant, non à leur responsabilité historique dans le réchauffement (s'ils en ont une) mais à celle de l'UE.

4) La compensation carbone consiste en divers artifices tels que la plantation d'arbres pour compenser les émissions. Le Bioénergie avec capture-séquestration remplace les fossiles par de la biomasse, capte le CO₂ émis et le stocke sous terre. Elle nécessite d'énormes superficies consacrées aux cultures énergétiques, au détriment de l'alimentation, de l'eau et de la biodiversité.

« Le canari dans la mine de charbon » : La crise du Sri Lanka est une chronique annoncée

INTERVIEW DE BALASINGHAM SKANTHAKUMAR*

La grave crise économique que traverse le Sri Lanka, la suspension du paiement de la dette souveraine et le soulèvement populaire de 2022 ont attiré l'attention du monde entier. Le Sri Lanka est décrit comme le « canari dans la mine de charbon », c'est-à-dire comme un signe avant-coureur de l'avenir probable d'autres pays du Sud.

Quelle a été la cause du soulèvement populaire au Sri Lanka en 2022 ?

Le Sri Lanka a manqué de devises étrangères au cours du premier trimestre de 2022. Il a épuisé ses réserves, déjà entamées par la défense de la valeur de la roupie sri-lankaise (LKR), après avoir assuré le paiement de 500 millions de dollars pour un emprunt arrivé à échéance en janvier. La promesse de nouvelles recettes pour renouveler les réserves, annoncée avec assurance par le gouverneur de la Banque centrale au nom du gouvernement du président Gotabaya Rajapaksa, ne se sont pas matérialisées. [...] Une fois les réserves [en dollars] épuisées, la roupie s'est effondrée en mars 2022. [...]

Sans devises étrangères, le Sri Lanka, fortement dépendant des importations, ne pouvait pas se permettre d'acheter du carburant (essence, diesel, charbon, kérosène, gaz LP), de la nourriture et des médicaments. Les pénuries de carburant ont affecté non seulement les transports mais aussi la production d'électricité, faisant des coupures de courant, auparavant rares, un événement quotidien et prolongé depuis février jusqu'à aujourd'hui. Avec la pénurie de nourriture et d'autres produits essentiels

sur le marché, des files d'attente se sont formées partout. Tous les prix ont fortement augmenté. En juillet, l'inflation globale a augmenté de plus de 60 %, les denrées alimentaires de 90 % et les articles non alimentaires de 46 %. Une personne sur trois souffre d'insécurité alimentaire : elle n'a pas un accès adéquat à la nourriture ou réduit le nombre de repas, la taille des portions, la qualité et la variété. Des cuisines communautaires ont été mises en place à Colombo grâce à un financement participatif afin de fournir au moins un repas par jour dans les zones à faibles revenus, ainsi qu'une distribution ad hoc de colis d'aliments cuisinés.

[...] Des dizaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, se pressent au bureau des passeports, leur première étape pour trouver un emploi à l'étranger. Plusieurs centaines d'entre eux ont été interceptés en mer, alors qu'ils tentaient de fuir vers l'Inde ou l'Australie à bord de bateaux de pêche surchargés et peu sûrs. Le mécontentement de la population face à la crise qui s'aggravait a été manifeste pendant la pandémie de Covid-19, avec des manifestations d'agriculteurs, d'enseignants, d'ouvriers

de l'habillement et de travailleurs des plantations en 2021, ainsi que de femmes victimes de microcrédits en 2020. Il y a eu des manifestations anti-gouvernementales ponctuelles et des rassemblements de partis politiques d'opposition, mais qui n'ont mobilisé que des fidèles. Pendant ce temps, le gouvernement continuait à minimiser la gravité des problèmes économiques. Les gens, toutes classes confondues, étaient désenchantés par un gouvernement indifférent à leur douleur et inactif alors même qu'ils souffraient¹.

La famille Rajapaksa, qui domine la politique sri-lankaise depuis 2005, est à la fois l'objet d'adoration et de crainte au sein de la société, selon l'ethnie et les opinions politiques de chacune. [...] Même si les tensions entre les classes sociales indiquent une crise systémique, le mouvement des citoyens qui a émergé en 2022 était largement guidé par la conviction de la classe moyenne que la mauvaise gestion de l'économie découle de la grande corruption des politiciens et des bureaucrates.

Ce soulèvement populaire est hétérogène, sans structure ni leader. Il défie les étiquettes de classe bien définies. Son origine au sein de cette catégorie

floue qu'est la « classe moyenne » a façonné son caractère et sa conscience. Cependant, au fil du temps, il s'est diversifié, recevant le soutien d'étudiants universitaires, de travailleurs salariés journaliers, de citoyens pauvres, de retraités, de personnes handicapées, de syndicalistes, de membres du clergé et de la communauté LGBTQI. Pourtant, la participation active de la classe ouvrière, des agriculteurs, des pêcheurs et des travailleurs des plantations est minime. Même les représentants de gauche des classes dominées qui y participent n'ont pas été en mesure de transcender la demande générale du mouvement des citoyens pour un soulagement économique à court terme, ni d'avancer un programme allant au-delà du changement de régime et de la réforme démocratique libérale et constitutionnelle². La gauche n'a ni programme ni stratégie pour la transformation socio-économique de la société et le pouvoir des travailleurs.

Quelles ont été les étapes des mobilisations de ces derniers mois ?

De manière organique, des groupes de citoyenNEs de la classe moyenne ont commencé à organiser des manifestations de quartier dans la plus grande ville, Colombo, et dans ses banlieues³. Au fur et à mesure que la crise s'accélérait, le nombre et la diffusion du mouvement augmentaient. Un tournant qualitatif s'est produit le 31 mars lorsque des jeunes ont été violemment attaqués lors d'une confrontation avec les forces de sécurité qui gardaient la résidence privée du président Gotabaya Rajapaksa. Par la suite, les protestations, y compris en dehors de Colombo, se sont rapidement multipliées. Certains organisateurs, sans lien avec les partis politiques et novices en matière d'activisme, ont proposé une convergence des protestations sur un symbole du pouvoir présidentiel, son bureau à Galle Face Green, le parc du bord de mer de Colombo.

Cette manifestation massive de dizaines de milliers de personnes venues de toute l'île qui a débuté le 9 avril s'est transformée en une occupation continue (#OccupyGalleFace), empêchant Gotabaya Rajapaksa d'accéder au secrétariat présidentiel jusqu'à sa démission en juillet. Ailleurs au Sri Lanka, les gens ont occupé d'autres espaces publics pour exiger la démission du président, des membres

de sa famille et du gouvernement. Cependant, l'occupation la plus importante et la plus emblématique s'est déroulée à Colombo, surnommée par ses habitants « GotaGoGama⁴ ». En cinghalais, « Gama » signifie village. Ce qui n'était au départ que quelques tentes destinées à abriter ceux qui restaient, s'est transformé en une commune dotée d'une cuisine, d'une bibliothèque, de salles de spectacles de danse et de théâtre, d'une salle de cinéma, d'un potager, de soins médicaux occidentaux et ayurvédiques, d'énergie solaire pour recharger les téléphones portables, ainsi que des campements de la communauté des malentendantEs, de catholiques cherchant à obtenir justice pour les attentats terroristes du dimanche de Pâques 2019, de militantEs contre les disparitions forcées et pour les droits humains, et de nombreuses organisations de jeunesse, notamment celles du parti de gauche *Janatha Vimukthi Peramuna* (JVP - Front de libération du peuple) et du *Frontline Socialist Party*.

Une autre étape importante du mouvement citoyen a débuté le 9 mai, lorsque des partisans du Premier ministre de l'époque, Mahinda Rajapaksa, ont attaqué les sites de protestation (#GotaGoGamas) à Colombo et à Kandy. La solidarité du public a été immédiate. La violence politique a provoqué des contre-attaques de la part de personnes enragées, jusque-là inactives dans les protestations mais en accord passif avec elles, dirigées contre les politiciens du gouvernement et leurs propriétés. Cela a contraint Mahinda Rajapaksa à démissionner.

Gotabaya Rajapaksa a rapidement nommé son ancien rival politique Ranil Wickremesinghe au poste de Premier ministre. Wickremesinghe, ainsi que son Parti national uni (UNP), qui a été au pouvoir entre 2015 et 2019, ont été rejetés par l'électorat, n'obtenant qu'un seul siège sur l'ensemble des votes exprimés sur l'île. La décision du président a apporté une certaine stabilité au sein d'un gouvernement en proie au désarroi depuis début avril, alors que Wickremesinghe formait un nouveau cabinet avec le soutien du parti de Rajapaksa, le *Podujana Peramuna* (Front populaire) et de transfuges de l'opposition. L'impression, encouragée par les intérêts commerciaux et la

société civile libérale, que Wickremesinghe, avec son orientation pro-secteur privé, pro-occidentale et cosmopolite, est le meilleur capitaine dans une mer agitée – ainsi que l'anxiété liée à la violence et à « l'extrémisme » après le 9 mai – a contribué au recul de la participation de la classe moyenne aux manifestations.

Cependant, les pénuries paralysantes de carburant et la détérioration de la vie économique et sociale ont entretenu la colère au sein du mouvement citoyen désormais connu sous le nom d'Aragalaya (qui signifie « lutte » en langue cinghalaise).

Pour renforcer la revendication que « Gota », mais maintenant aussi « Ranil », « rentre à la maison », les groupes de #GotaGoGama ont décidé le 9 juillet d'une manifestation de masse visant le bureau du président (assiégé mais non occupé) et sa résidence officielle voisine (où il avait été bunkérisé sous haute surveillance depuis son évacuation de sa résidence privée en mars). Cette manifestation s'est avérée être la plus grande mobilisation du mouvement citoyen à ce jour en 2022. [...]

Tout au long du 9 juillet, le Premier ministre Ranil Wickremesinghe a résisté à la demande de démission des manifestant-es, affirmant que sa présence était nécessaire jusqu'à la formation d'un gouvernement multipartite. Cela a irrité ceux qui s'attendaient à ce qu'il parte en même temps que le président, avec lequel il est politiquement lié. Des foules se sont spontanément formées devant la résidence privée de Wickremesinghe (qu'il avait quittée à l'avance). Ils ont été repoussés par la police armée, qui a également agressé les journalistes qui filmaient ces violences. Au fur et à mesure que la nouvelle de cette attaque se répandait, de plus en plus de personnes sont arrivées. Au cours d'un incident bizarre, et sous la surveillance des forces de sécurité, sa maison a été incendiée. Pourtant, le Premier ministre (devenu président par intérim) refusait de remettre sa démission. Cela a provoqué des manifestations radicales le 13 juillet devant son bureau, qui est tombé aux mains des manifestant-es malgré les gaz lacrymogènes et les canons à eau. Dans la semaine qui a suivi, les locaux

de l'État qui avaient été occupés les 9 et 13 juillet ont été volontairement libérés par les protestataires.

Avec la nomination du nouveau président et le recours à la répression contre les manifestants, il est clair que le régime ne fait pas de concessions sérieuses, que peut-il se passer ?

Si l'éviction de l'ancien président Gotabaya Rajapaksa et de sa famille du gouvernement est une victoire pour le mouvement citoyen, l'élection de Ranil Wickremesinghe à la présidence est un sérieux revers⁵. Pour l'instant, cela a stabilisé l'ordre politique qui protège la famille Rajapaksa, son parti politique et le statu quo contre lequel les citoyens ont protesté. Cette « sélection » du nouveau président a la bénédiction des grandes entreprises, de la classe moyenne et de l'opinion libérale. Cette nouvelle situation a considérablement démobilisé le mouvement des citoyens et le diabolise systématiquement à présent. L'Aragalaya demandait la mise en place d'un gouvernement intérimaire multipartite, dirigé par un président et un Premier ministre intérimaires, afin d'instituer des réformes réduisant les pouvoirs exécutifs de la présidence et d'apporter une aide économique et une stabilité en attendant des élections générales anticipées. Les radicaux au sein de l'Aragalaya ont également demandé la création d'un Conseil du peuple, dans le prolongement de la démocratie participative, pour représenter les intérêts des citoyens en complément et moyen de contrôle du Parlement. Cependant, l'Aragalaya a été mis en échec par les manigances du nouveau président, soutenu par la majorité pourrie du parlement. L'objectif des membres du gouvernement est de prolonger le mandat de ce parlement jusqu'en 2024, protégeant ainsi les parlementaires du régime Rajapaksa des enquêtes criminelles et de la perte éventuelle de leur électoral.

Quelques heures après avoir prêté serment en tant que président, le 21 juillet, Wickremesinghe a envoyé l'armée sur le site de l'agitation « GotaGoGama » à Colombo, agressant les protestataires et détruisant quelques tentes et espaces. Depuis lors, la répression s'est intensifiée et est implacable, alors que l'état d'urgence est en vigueur. Une centaine de personnes, dont les

plus visibles en tant que meneurs ou porte-parole du mouvement, ont été enlevées ou arrêtées par la police pour diverses infractions liées à leur entrée ou occupation de bâtiments publics ou à leur simple participation à des manifestations pacifiques. Les journalistes et les organisations médiatiques qui ont assuré une couverture favorable aux manifestations sont harcelés. Les syndicalistes qui ont relayé les revendications de l'Aragalaya sont actuellement arrêtés. La police tente d'éloigner les derniers manifestants de Galle Face Green, pensant ainsi désamorcer le mouvement.

Il y a une campagne concertée sur les médias sociaux et grand public pour diffamer les manifestants en les qualifiant de « fascistes » ou « d'anarchistes », financés par les gouvernements et les ONG occidentaux et même par la diaspora tamoule pour obtenir un changement de régime. Le 29 juillet, des organisations de la société civile, des groupes de femmes, des membres du clergé chrétien, des défenseurs des droits humains et d'autres membres des communautés tamoule et musulmane ont organisé des manifestations de solidarité dans le Nord et l'Est (Jaffna, Mannar et Batticaloa) pour demander la libération de toutes les personnes détenues et la fin de la répression. Des actions de solidarité ont eu lieu dans les communautés sri-lankaises à l'étranger. Elles doivent se poursuivre et bénéficier du soutien de la gauche et des organisations du mouvement ouvrier dans ces pays également.

Cette lutte est inachevée et connaît actuellement un sérieux revers. Mais c'est sans aucun doute la lutte sociale la plus édifiante et la plus porteuse d'espoir du 21^e siècle au Sri Lanka. Tous ceux et celles qui, partout dans le monde, ont été inspirés par le soulèvement populaire de 2022 doivent maintenant se lever pour le défendre. Aragalayata Jayawewa / Po-raattathukku Vetri / La lutte vaincra ! □

Propos recueillis par Éric Toussaint, porte-parole du CADTM.

****Balasingham Skanthakumar est membre de la Social Scientists' Association of Sri Lanka et du réseau Asie du Sud du CADTM. Les réponses en version préliminaire ont été améliorées par la révision d'Amali Wedagedera. Version complète sur le site du CADTM : <http://cadtm.org/Le-canari-dans-la-mine-de-charbon-La-crise-du-Sri-Lanka-est-une-chronique>***

1) B. Skanthakumar (2022). « La crise du Sri Lanka est une fin de partie pour Rajapaksa », CADTM, 21 juillet

2) B. Skanthakumar (2022). « Weeks when decades happen », Polity (Colombo), Vol. 10 (Issue 1) : 3-4, <http://ssalanka.org/weeks-decades-happen-b-skanthakumar/>

3) Meera Srinivasan (2022). « Janatha Aragalaya | The movement that booted out the Rajapaksa », The Hindu (India), 17 July 2022, <http://europe-solidaire.org/spip.php?article63349>

4) Meera Srinivasan (2022). « "Occupy Galle Face" : A tent city of resistance beside Colombo's seat of power », The Hindu (India), 12 April 2022, <https://www.thehindu.com/news/international/occupy-galle-face-a-tent-city-of-resistance-beside-colombos-seat-of-power/article6531735.ece?homepage=true>

5) B. Skanthakumar (2022). « In Sri Lanka's Crisis, a new president and old problems », Labour Hub (London), 21 July 2022.



Manifestation anti-gouvernementale au Sri Lanka, le 13 avril 2022, devant le Secrétariat présidentiel. © AntanO / Wikimedia Commons

Comprendre le renforcement des tensions inter-impérialistes pour y faire face

PAR JULIEN SALINGUE

La guerre menée par Poutine contre l'Ukraine n'est pas seulement une guerre d'agression de la Russie contre son voisin, mais l'expression d'un renforcement des tensions internationales, des rivalités inter-impérialistes, et de la fuite en avant militariste. S'il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, les événements actuels doivent alerter toutes celles et tous ceux qui refusent de voir le monde basculer dans la barbarie, et qui veulent se donner les moyens, intellectuels et militants, d'agir pour renverser la vapeur.

Nous ne sommes évidemment pas de ceux qui réduisent la guerre en Ukraine à un « conflit inter-impérialiste », négligeant le caractère profondément asymétrique de la guerre et rejetant *de facto* le peuple ukrainien dans le camp de l'impérialisme étatsunien. Nous ne nous situons pas à équidistance de l'Ukraine et de la Russie, nous sommes solidaires du peuple ukrainien, de ses droits, de sa résistance, et considérons que sa demande d'être armé pour faire face à l'armée russe est légitime. Ce qui ne nous empêche pas de refuser tout alignement sur l'impérialisme des États-Unis et de ses alliés européens, qui ne sont pas un « moindre mal » par rapport à la Russie de Poutine — pas plus que cette dernière ne serait un « moindre mal » face à l'OTAN. Car nous sommes et demeurons, fondamentalement, anti-impérialistes.

L'IMPÉRIALISME COMME FORME PRISE PAR LE CAPITALISME

Pour comprendre ce qui se joue actuellement, il est ainsi utile de se replonger — même brièvement — dans les débats du mouvement ouvrier à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, qui se sont notamment incarnés dans les analyses et

prises de position de Lénine. Lorsqu'il publie en 1916 son texte *L'Impérialisme : stade suprême du capitalisme*, il entreprend de synthétiser les — vifs — débats qui se sont déroulés au sein du mouvement ouvrier, concernant l'analyse des mutations du système capitaliste et son entrée dans une phase caractérisée comme étant celle de « l'impérialisme », une ère d'internationalisation accélérée du capital, de conquête territoriale et de guerres. L'un des éléments clés avancés par Lénine dans ce riche et dense ouvrage est le suivant : « Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélérateuse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices¹ ».

Pour Lénine, l'ère impérialiste — qui s'ouvre dans la dernière partie du 19^e siècle — est donc celle de l'achèvement du partage du monde entre des puissances capitalistes mues par la nécessité de faire circuler leurs capitaux, l'ère de l'accélération de l'internationalisation du capital et de l'unification à marche forcée du marché capitaliste mondial. Un « stade » particulièrement brutal : « Le capitalisme s'est transformé en un

système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés² ». » Le partage du monde tel qu'il s'opère entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, avec une accélération fulgurante des conquêtes territoriales, n'a pas pour seule conséquence des guerres coloniales, mais prépare en réalité les futures confrontations inter-impérialistes, qui déboucheront sur la grande boucherie de la Première Guerre mondiale.

NOUVELLE GUERRE FROIDE

Le monde a changé depuis l'époque de Lénine, et les théories de l'impérialisme ont été — et continueront d'être — actualisées et débattues. Il n'en demeure pas moins que l'analyse qu'il a produite au début du 20^e siècle demeure d'une brûlante actualité, en ceci qu'elle permet de comprendre que l'impérialisme n'est pas « seulement » une tendance guerrière des pays capitalistes les plus puissants, mais une forme prise par le



système capitaliste pour des motifs liés à sa conservation, son développement et sa reproduction. Autre élément décisif : l'analyse du capitalisme en termes d'impérialisme permet de saisir les contradictions internes au système international, et les logiques de rivalités, voire de conflits ouverts, entre grandes puissances, quand bien même elles se situeraient toutes dans le cadre du capitalisme et de l'économie de marché. Les théories de l'impérialisme et leurs actualisations permettent ainsi de comprendre pourquoi, malgré l'unification internationale du système capitaliste, autrement appelée « mondialisation », les intérêts des grandes puissances capitalistes ne peuvent être fusionnés dans un « empire » mondial, stabilisé et pérenne. La « nouvelle guerre froide³ » à laquelle nous assistons depuis la fin du 20^e siècle, dans la foulée de la chute de l'URSS, se caractérise principalement par la volonté des USA de s'imposer comme l'unique « hyper-puissance », avec comme premier objectif d'empêcher la Russie de se poser en rival comme avait pu l'être l'URSS, et de contenir la montée en puissance de la Chine. En retour, la Russie, après s'être progressivement remise de la calamiteuse décennie 1990, a commencé à affirmer son refus de la marginalité et ses ambitions impériales. Cette nouvelle guerre froide a connu diverses étapes militaires, de la guerre au Kosovo à l'offensive contre l'Ukraine en passant par l'occupation de l'Irak ou l'intervention russe en Syrie, mais aussi politico-diplomatiques (élargissement de l'OTAN, constitutions d'alliances régionales, etc.) et, bien évidemment, économiques (accords signés et/ou rompus, sanctions diverses, « guerre » des tarifs douaniers, etc.). Et si les États-Unis ont vu leurs volontés hégémoniques régulièrement contrariées, soit par l'échec de leurs expéditions militaires (Irak, Afghanistan), soit par une paralysie face aux expéditions russes (Géorgie, Syrie), ils demeurent — de loin — la première puissance impérialiste mondiale.

LES ÉTATS-UNIS, SUPER-PUISSANCE

Les USA sont ainsi de loin la première puissance militaire, avec un budget de 732 milliards de dollars (près de 40 % des dépenses mondiales), contre 260 milliards pour la Chine et 65 milliards pour la Russie. Ils sont aussi la première puissance économique, avec 25 000 milliards

de dollars de PIB, soit plus d'1/5 du PIB mondial, contre 20 000 milliards pour la Chine (laquelle est 4,5 fois plus peuplée), 5 000 milliards pour le Japon, 4 000 milliards pour l'Allemagne et... un peu moins de 2 000 milliards pour la Russie⁴ ; si la Californie était un État indépendant, elle aurait été en 2021 la 6^e puissance économique mondiale, au niveau de la France et du Royaume-Uni. Les USA sont en outre dotés d'un réseau d'alliés (Israël, Japon, Arabie saoudite, Colombie, Égypte, etc.) qui leur permettent d'avoir une assise partout dans le monde, et d'accords commerciaux avec de nombreux pays, voire des régions entières de la planète. Il ne faut pas, en outre, oublier le rôle central du dollar, devise dans laquelle sont réalisées la plupart des transactions financières et une grande partie du commerce mondial, et première monnaie de réserve : selon le FMI, en 2021, le dollar pesait 59% des réserves de change, contre 20% pour l'euro, 5,8% pour le yen — et moins de 2% pour toutes les autres monnaies, dont le yuan.

Si la Chine et la Russie sont considérées par les USA comme des rivales, il n'en va évidemment pas de même pour l'Union européenne, partenaire commercial et diplomatique des États-Unis, subalternisée militairement dans l'OTAN, et incapable, du moins jusqu'aux récents événements en Ukraine, de formuler une quelconque politique étrangère réellement commune et donc de formaliser d'hypothétiques ambitions impériales. À un point tel que des essayistes réactionnaires en viennent à déplorer l'absence d'un véritable impérialisme européen⁵. La constitution d'un bloc contre la Russie à l'occasion de l'offensive contre l'Ukraine, avec prises de position communes, adoption de sanctions et envoi d'armes, est à bien des égards une première. Mais cela témoigne avant tout d'un positionnement partagé face à une expédition militaire à quelques pas de ses frontières, et non de l'avènement d'un (proto-) impérialisme de l'UE. Cela ne signifie nullement, bien entendu, que les pays européens, à commencer par la France et la Grande-Bretagne, ne mèneraient pas des politiques impérialistes, ni que l'on n'assisterait pas à un phénomène de militarisation de l'UE⁶, mais que les contradictions internes à l'UE et son absence de réelle politique étrangère commune l'empêchent d'être une puissance impérialiste à part entière, et la maintiennent dans le giron des USA.

UN DOSSIER POUR TENTER DE COMPRENDRE... ET POUR AGIR

Ces grandes coordonnées ne sont évidemment pas figées, et l'offensive russe contre l'Ukraine — ainsi que la réaction de l'OTAN — participe(nt) d'une reconfiguration des équilibres internationaux entre les divers blocs (USA, Chine, Russie). On ne peut ainsi comprendre le regain des interventions militaires russes (Géorgie, Syrie, Ukraine) qu'au regard des échecs de l'impérialisme étatsunien en Irak et en Afghanistan, véritables opportunités pour les ambitions d'un Poutine qui ne se contente pas de vouloir défendre un « pré-carré » russe, mais bien de l'étendre. De même, les fortes crispations actuelles autour de Taiwan sont à voir au prisme de l'affirmation des ambitions chinoises et étatsuniennes dans la région Asie-Pacifique, et non comme un conflit se limitant à des questions de souveraineté⁷.

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous nous proposons de revenir dans ce dossier sur certaines des grandes tendances à l'œuvre à l'échelle internationale : militarisation, accroissement des tensions, cristallisation des rivalités entre blocs dans certaines régions, de l'Afrique à l'Eurasie⁸, etc. Afin non seulement de comprendre, au-delà de la légitime révolte que suscitent les guerres, les dynamiques sous-jacentes à ces dernières, mais aussi de s'armer pour les affronter, en rejetant toute forme de campisme ou de pseudo-géopolitique à courte vue. Afin d'actualiser notre anti-impérialisme, qui ne se limite pas, même si cela en est une partie essentielle, à la nécessaire opposition aux expéditions militaires menées par les grandes puissances, mais qui est aussi un combat articulant anti-militarisme, lutte contre les politiques prédatrices des multinationales et des États qui les appuient, solidarité concrète avec les peuples victimes des politiques coloniales et néocoloniales, et mobilisation contre les racismes — qui participent d'un même système unifié de domination, d'exploitation et d'oppression. □

1) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), V.

2) *Idem*, *Préface aux éditions allemande et française* (1920).

3) Pour reprendre la formule de Gilbert Achcar.

4) Selon les dernières estimations du FMI.

5) Lire par exemple Arthur Chevallier, « Pour survivre, l'Union européenne doit devenir impérialiste », *le Point*, 14 juin 2022.

6) Lire à ce propos, dans ce dossier, l'article de Claude Serfati.

7) Voir l'article de Pierre Rousset pp. 21-24.

8) Articles de Paul Martial pp. 32-35 et Pierre Rousset.

États-Unis et Eurasie : Quelques réflexions géopolitiques à l'heure d'une crise globale

PAR PIERRE ROUSSET

De l'Ukraine à Taïwan, l'Eurasie est redevenue l'épicentre d'une confrontation majeure entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie). Pour l'analyser, nous devons nous libérer du logiciel mental hérité de la Guerre froide, penser le neuf et prendre pleinement en compte le contexte planétaire – celui d'une crise globale, multidimensionnelle. Cette contribution ne prétend pas à l'exhaustivité, elle se veut plutôt une invitation à la discussion.

La situation politique internationale est durablement dominée par le conflit entre une nouvelle puissance montante, la Chine, et la puissance établie, les États-Unis. Ce face-à-face est analysé ici comme un conflit interimpérialiste. La structure sociale de la Chine est certes très particulière (ce n'est pas un détail), mais l'ampleur de la rupture de continuité entre le régime maoïste et celui de Xi Jinping est bien documentée¹. Il y a évidemment en ce domaine matière à controverse et la notion même d'impérialisme a plusieurs acceptions légitimes (comme quand on évoque l'impérialisme de la Russie tsariste). Il est parfaitement possible d'étudier les conflits géopolitiques en cours en restant réservé sur le stade d'évolution de la société chinoise (ou russe) sans que cela bouleverse l'analyse – à moins de penser que les régimes de Xi Jinping et de Poutine, issus de contre-révolutions, resteraient « progressistes ».

Le conflit entre une puissance montante et la puissance établie est un scénario classique. Mais il doit impérativement être analysé dans son contexte historique. Le contexte présent est celui de la crise globale dans laquelle nous a plongés la mondialisation capitaliste, à savoir *un contexte sans précédent par ses implications*. Nous y reviendrons, mais avant cela, soulignons la place singulière que l'Eurasie occupe dans la géopolitique mondiale.

L'EURASIE ET LES CONFLITS DE GRANDES PUISSANCES

Le grand jeu entre la puissance montante et la puissance établie se joue dans le monde entier, mais il prend, pour des raisons historiques et géostratégiques, une acuité particulière en Eurasie. Zone économique de toute première importance (avec en son cœur la Chine), le continent borde à l'ouest l'Atlantique nord et, à l'est, la zone indo-pacifique d'où la Chine, elle encore !, peut se projeter jusqu'au Pacifique sud. Il a été l'épicentre des bouleversements révolutionnaires et contre-révolutionnaires du XX^e siècle impliquant l'Europe, la Russie, la Chine, le Vietnam et bien d'autres pays de la région. Il a connu plus profondément qu'ailleurs le nazisme, le stalinisme, la division en blocs, les guerres. Le continent porte les stigmates de cette époque. La menace nucléaire est mondiale, mais l'Eurasie a le monopole des « points chauds », là où les détenteurs de l'arme partagent une même frontière – Russie et membres de l'OTAN à l'ouest, Inde et Pakistan au centre, Taïwan au sud (Chine-USA), péninsule coréenne à l'est.

Ce passé est néanmoins révolu. La défaite internationale, dans les années 1980, de ma génération militante a ouvert la voie à l'expansion de la contre-révolution néolibérale et à la mondialisation capitaliste. Le vocabulaire

et les réflexes de ladite Guerre froide (brûlante en Asie) sont réapparus en réaction à l'invasion de l'Ukraine, ce cadre d'analyse n'en est pas moins obsolète. La Russie et la Chine sont intégrées au même marché mondial que les États-Unis et l'Europe. L'une des grandes questions actuelles concerne les contradictions provoquées par les conflits entre États dans un monde interdépendant régi par la libre circulation des marchandises et des capitaux. Nous devons nous libérer du logiciel analytique plus ou moins inconscient de la Guerre froide pour mieux penser le neuf à l'heure où l'Eurasie est redevenue le théâtre d'une confrontation aigüe des grandes puissances, que ce soit à l'Est autour de Taïwan depuis l'accession au pouvoir de Xi Jinping ou à l'Ouest depuis l'invasion de l'Ukraine. Les États-Unis restent, de loin, la principale puissance militaire mondiale, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont en position de supériorité en tout lieu et à tout moment. Cette supériorité dépend de la nature du théâtre d'opérations, de la fiabilité des alliés, de la situation politique intérieure, de la logistique... Or, disons que sur tous les « fronts » eurasiatiques, ils se trouvaient en situation de faiblesse.



Le président Obama aurait voulu faire basculer le « pivot » du dispositif politico-militaire des États-Unis en Asie. Il ne l'a pas pu, englué dans la crise moyen-orientale. Pékin en a profité pour établir son emprise dans toute la mer de Chine du Sud sur laquelle elle a proclamé sa souveraineté sans tenir aucun compte des droits maritimes des autres pays riverains. Elle en exploite les richesses économiques et a construit, sur des récifs, un ensemble d'îles artificielles abritant un réseau dense de bases militaires. Donald Trump a été incapable de poursuivre une politique chinoise cohérente. Joe Biden a réussi à recentrer les USA en Asie-Pacifique, mais il est confronté à une situation de fait accompli.

La guerre n'est pas qu'une affaire militaire, tant s'en faut, mais le sort des batailles n'est pas sans importance. Or, un conflit en mer de Chine du Sud tournerait probablement à l'avantage de Pékin qui pourrait utiliser ses armes les plus modernes, la puissance de feu combinée d'une zone maritime et d'une ligne côtière militarisées, la proximité des bases continentales (missiles, avions...), ainsi que les facilités logistiques assurées par un réseau routier et ferroviaire moderne (rapidité d'acheminement et de déplacement sur le front des troupes, des munitions...). La guerre d'Ukraine s'inscrit dans la durée et l'on voit à quel point elle est consommatrice d'obus ! Le réarmement constant des fronts est une contrainte majeure, bien plus simple à résoudre par Pékin que par Washington. Le Pentagone se trouve devant une équation compliquée à résoudre.

Cette analyse est cependant contestable². La Chine n'a pas d'expérience de la guerre moderne. La stratégie maoïste était défensive, avec pour pilier l'armée de terre et la mobilisation populaire. Xi Jinping construit à marche forcée les attributs d'une grande puissance avec pour pilier la Navale. Cependant, ses troupes, son matériel, la fiabilité et la précision de son armement, sa chaîne de commandement, son organisation logistique, son système d'information (maîtrise de l'espace) et d'intelligence artificielle n'ont jamais été testés en situation réelle – quant à sa flotte de sous-marins stratégiques, elle représente toujours un talon d'Achille.

Au moment de l'invasion de l'Ukraine,

Washington était aussi en situation de faiblesse en Europe. La Russie se serait préparée pendant au moins deux ans à une offensive sur le front européen, tant sur le plan économique que militaire. Même si Poutine espérait une victoire éclair en Ukraine (une erreur qui lui a coûté très cher) et la paralysie consécutive de l'OTAN (il connaissait son état de crise), il avait d'autres objectifs en vue et savait que la tension à ses frontières serait durable. En revanche, l'impréparation de Washington était patente.

Après l'échec afghan, l'OTAN était en état de crise et ses forces en Europe n'étaient pas massées en nombre aux frontières russes. Donald Trump avait dynamité les cadres de coopération multilatéraux du camp occidental. L'impuissance de l'Union européenne était manifeste, incapable d'avoir ne serait-ce qu'une diplomatie cohérente vis-à-vis de la Chine et de la Russie.

Avec le Brexit, la coopération entre les deux pays possédant une armée d'intervention, la France et la Grande-Bretagne, était au point mort et leurs moyens restent très limités. Le moral ne va pas fort (la succession d'échecs subis par Paris en Afrique n'y est pas pour rien). Les forces françaises n'ont pas d'autonomie stratégique, dépendant de Washington pour le renseignement et... des Russes et des Ukrainiens pour se déployer. Ironie de l'histoire, Paris a en effet longtemps loué des gros-porteurs appartenant à des compagnies russes et ukrainiennes pour transporter ses troupes. J'imagine que ce n'est plus le cas (encore que, le capitalisme et le commerce étant ce qu'ils sont...).

L'UKRAINE EN CONTEXTE

L'OTAN n'était ni la seule ni la principale raison de l'invasion. Selon les propres dires de Poutine³, elle visait à rayer de la carte l'Ukraine – cet État qui à ses yeux n'aurait jamais dû être. Il est impossible de savoir ce qui se serait passé si une guerre éclair avait permis à la Russie de conquérir le pays, de le balkaniser et d'établir à Kiev un gouvernement fantoche. Cela n'a pas été le cas, l'offensive russe étant mise en échec par une résistance nationale massive impliquant l'armée, les forces territoriales et la population.

C'est dans ces conditions que la guerre d'Ukraine est devenue un fait géopolitique majeur qui provoque des réalignements géostratégiques beaucoup plus complexes que l'on pourrait imaginer.

PÉKIN ET LE SCÉNARIO QUI N'A PAS EU LIEU

À quel point la direction du PCC avait-elle été prévenue des projets russes ? À la veille de l'invasion, Xi Jinping et Poutine avaient annoncé en fanfare un accord de coopération stratégique sans limites. Cependant, Pékin n'a pas attaqué Taiwan, ouvrant un second front, bien que l'occasion puisse sembler favorable et que Xi avait fait de la « reconquête » de ce territoire un marqueur de son règne. De fait, la Chine a commencé par afficher une posture prudente à l'ONU, ne se dissociant pas explicitement de Moscou, mais n'opposant pas son veto à la première condamnation de l'invasion et affirmant même que les frontières internationales devaient être respectées. Rappelons que pour la direction du PCC (et l'ONU), Taïwan est une province chinoise et non pas un État étranger.



Un officier général chinois en visite sur la base du Corps des Marines de Camp Lejeune, en Caroline du Nord. © U.S. Department of Defense / Wikicommons

Pourquoi cette retenue ? Envisageons plusieurs raisons. La première est militaire. Taïwan constitue un énorme abcès de fixation au cœur de la mer de Chine du Sud que Pékin aimerait crever, mais la traversée du détroit, large de 120 kilomètres, rend une invasion très périlleuse. Les Taïwanais ont probablement les moyens de résister le temps que les forces US arrivent en couverture. Quels que soient les progrès accomplis, l'aéronavale chinoise n'est pas en mesure de faire front. Xi Jinping n'a certainement pas oublié les échecs passés, quand Mao, au sortir de la guerre civile, a tenté par trois fois de s'attaquer au Kuomintang (Guomindang) de Tchang Kai-check replié sur l'île. La réciprocité est aussi vraie : une invasion étasunienne de la Chine semble inenvisageable.

Deuxième raison, les intérêts russes et chinois ne coïncident pas toujours, tant s'en faut. Leur alliance fait sens dans un contexte défensif et la Russie possède une expérience dont la Chine a cherché à tirer profit, en participant par exemple à des exercices militaires conjoints en Sibérie. Cependant, le contentieux historique entre Moscou et Pékin à l'arrière-plan de la rupture sino-soviétique de 1969 est très lourd (il avait débouché à l'époque sur un état de guerre pour le contrôle du fleuve frontalier Amour). Avec l'initiative majeure de Xi Jinping des nouvelles routes de la soie, l'influence chinoise s'est considérablement renforcée en Asie centrale dans une région que Poutine considère comme sienne. L'invasion de l'Ukraine remet en cause les intérêts chinois en Europe orientale (y compris en Ukraine) et occidentale. Abandonner ses propres ambitions européennes au nom des ambitions impériales de Moscou n'a rien d'évident. Cependant, le pire scénario possible pour Pékin serait de se retrouver seul face à Washington.

Troisième raison, la position de Xi Jinping au sein du PCC n'est pas consolidée. Sa gestion de la pandémie Covid-19 est critiquée. L'état-major de l'armée n'a pas digéré les purges dont elle a été l'objet. Les fractions éliminées sans ménagement des organes de pouvoir attendent l'heure de la revanche. Xi a imposé une réforme constitutionnelle qui lui permet de présider aussi longtemps qu'il le voudra – mais le pourra-t-il ? Un parti de 90 millions de membres dans un pays-continent ne se mène pas à la baguette et sa situation est probablement plus fragile qu'il n'y paraît.

UNE CRISE DE GOUVERNANCE GÉNÉRALISÉE

La situation de Joe Biden aux États-Unis était déjà critique au moment de l'invasion de l'Ukraine, sans majorité fonctionnelle au Congrès, sous la menace d'un retour en force du trumpisme. Depuis, cela va de mal en pis, avec le coup d'État judiciaire rampant effectué par les six membres hyper-conservateurEs (contre trois membres sains d'esprit) de la Cour suprême.

On connaît maintenant comment l'extrême droite (en particulier évangéliste) a préparé depuis des décennies sa mainmise sur les institutions en formant et plaçant à des postes clés avocats et juges⁴. On sait l'ampleur du complot trumpiste qui a conduit à l'assaut du Capitole⁵... et pourtant je n'arrive pas à comprendre comment aux États-Unis six personnes (six !) peuvent imposer leur dictature en rompant avec le fonctionnement traditionnel de la Cour suprême⁶, en s'attaquant aux droits reproductifs, en bloquant le programme (pourtant si modéré) de lutte contre le réchauffement climatique et en annonçant que ce n'est qu'un début et que leur offensive obscurantiste va se poursuivre en d'autres domaines, dont celui des élections.

Il y a d'importants contre-pouvoirs aux États-Unis, tel le rôle des États. Ce n'est pas le cas en France, pays de l'hyper-présidentialisme où Macron tente d'imposer un « dépassement » autoritaire de la démocratie bourgeoise, projet heureusement contrecarré (pour l'heure) à l'occasion des récentes législatives. La situation n'en est pas moins désastreuse outre-Atlantique, comme en Europe (la pantalonade de Boris Johnson...). Nous traversons une crise d'agonie démocratique.

LA MONDIALISATION DANS UN ÉTAT CRITIQUE

La mondialisation marchande est aujourd'hui à l'arrêt, même si ce n'est pas nécessairement le cas de la mondialisation financière. La géopolitique étudie en principe la corrélation entre de nombreux facteurs, ce qui ne peut être qu'un travail collectif⁷. Cela sort de mon sujet. Cependant, l'Eurasie a fait don d'un nouveau facteur géopolitique de première importance : la pandémie Covid-19. Née en Chine, elle s'est propagée en Europe qui lui a servi de tremplin pour gagner le monde entier.

La rapidité avec laquelle l'épidémie est devenue pandémie s'explique par l'incurie des pouvoirs qui ont tardé à agir (en

Europe aussi), à la densité des échanges du capitalisme mondialisé et aux caractéristiques propres du virus Sars-CoV-2, notamment à sa capacité à fabriquer de nouvelles lignées de variants et à s'attaquer à quasiment tous les systèmes pulmonaire, sanguin, nerveux, digestif... (rien à voir donc avec la grippe). Le seul précédent pourrait être la grippe mal nommée espagnole (elle était originaire des États-Unis), à l'époque de la Première Guerre mondiale, mais on ne savait pas alors analyser les variants et on ne peut donc comparer. Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère des épidémies, en sus de la crise climatique et écologique. Le Covid-19 a fait exploser les contradictions d'une économie mondiale fondée sur la production à flux tendu et la croissance illimitée des échanges. Il n'y aura pas de retour en arrière.

LA NOUVELLE TECTONIQUE DES PLAQUES GÉOPOLITIQUES

Près de cinq mois après l'invasion de l'Ukraine, la situation mondiale pourrait paraître simple à caractériser : l'Eurasie et la zone indopacifique restent l'épicentre des conflits géopolitiques, le leadership étatsunien est restauré sur le camp occidental, l'OTAN est refondée avec des ambitions nouvelles, la Russie et la Chine font bloc malgré leurs contentieux dont nous avons parlé, une « démondialisation de guerre » est engagée sur tous les terrains, la crise climatique, écologique et sanitaire s'accélère en conséquence, la souffrance des peuples s'accroît à la mesure des désastres en cours.

LA REFONDATION DE L'OTAN

L'invasion de l'Ukraine a, comme prévu, permis à l'OTAN de surmonter sa crise post-Afghanistan en lui donnant une nouvelle raison d'être et une nouvelle légitimité – un très mauvais coup pour le combat contre l'Organisation et les alliances militaires. Le sommet de Madrid, fin juin 2022, a été l'occasion de se doter d'un mandat sans limites l'autorisant à intervenir dans le monde entier contre toute « menace », quelle qu'elle soit⁸. La Russie y est présentée comme « la menace la plus significative » pour l'heure et la Chine, à terme, comme le principal « concurrent stratégique » en tous domaines.

Le « nouveau concept stratégique » de





l'OTAN ne souffre aucune ambiguïté. La question reste : l'Organisation a-t-elle les moyens de sa politique ? Cela n'a rien d'évident. Si à l'ONU une majorité de pays a condamné l'invasion, seule une petite minorité s'est engagée dans la voie des sanctions. Aujourd'hui, Joe Biden et l'OTAN exigent des pays d'Eurasie et de l'Indopacifique qu'ils fassent front commun à la fois contre la Russie et la Chine. Qu'ont-ils obtenu ? L'adhésion de nouveaux pays européens à l'Organisation avec, c'est cela qui est important, un soutien populaire, l'accord de la grande majorité des membres de l'Union européenne pour se ranger sous le parapluie militaire US, l'alignement enthousiaste du Japon.

Le Japon. La Constitution japonaise contient une clause pacifiste (l'article 9) qui interdit au pays de reconstituer une armée (« le Japon renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation »). Cette clause a été contournée (« réinterprétée ») à partir de 1954 par le Parti libéral démocrate (nationaliste de droite) qui a développé les « forces d'auto-défense » en contradiction avec l'article 9 qui précise que « pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre ».

Le Japon possède ainsi la cinquième armée du monde, derrière les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Elle dispose notamment de 1 450 avions (seuls les USA en ont plus) et d'une marine forte de 36 destroyers. Les destroyers sont les plus puissants navires de guerre après les porte-avions⁹. Tokyo ne dispose pas de l'arme nucléaire, mais pourrait s'en doter très rapidement. Le gouvernement pense qu'en participant à des opérations multilatérales, il pourra créer un fait accompli et envoyer ses forces sur des théâtres d'opérations extérieurs. Tokyo jouera sa propre partition et ne sera pas un allié subordonné de Washington.

L'Inde. Joe Biden a promu le concept de zone indopacifique pour intégrer New Delhi à un front commun face à la Chine. Il n'a aujourd'hui aucune chance d'obtenir l'accord du gouvernement Modi pour se ranger auprès de Washington contre la Russie. Pour des raisons d'opportunité évidentes, l'Inde affiche ostensiblement un principe de neutralité diplomatique. Elle entretient des liens continus avec Moscou depuis les années 1960 et environ 60 % de ses besoins militaires sont

couverts par la Russie. Elle serait même d'accord pour envisager des échanges commerciaux en roubles (la devise russe) et non pas en dollars¹⁰.

LES NOUVEAUX NON-ALIGNÉS

Le non-alignement est redevenu un thème récurrent. Le terme séduit, réveillant la mémoire de la conférence de Bandung en 1955. Cette conférence s'était tenue sous les auspices du dirigeant indonésien Soekarno, avec notamment en vedette Zhou Enlai pour la Chine, Nehru pour l'Inde, Nasser pour l'Égypte, Sihanouk pour le Cambodge, Tito pour la Yougoslavie, ainsi que le Japon (seul pays industrialisé) et Hocine Aït Ahmed pour le FLN algérien. Le Mouvement des Non-Alignés (MNA) s'inscrivait dans un vaste combat pour la décolonisation et la remise en cause de l'ordre dominant.

Rien à voir avec les non-alignés d'aujourd'hui, composés en règle générale de régimes qui n'ont rien de progressistes. Ainsi, l'Inde de Modi est considérée par de nombreux courants de gauche comme fasciste¹¹. Cependant, la référence au non-alignement signifie que les affaires continueront comme avant et que la Russie n'est pas isolée sur le plan international, d'autant plus que sa dénonciation des perfidies de l'Occident entre en résonance avec la mémoire populaire de la colonisation ou de l'invasion de l'Irak.

Aux frontières européennes de la Russie, tout étant relatif, l'OTAN et l'Union européenne apparaissent certes plus démocratiques que le régime poutinien, même si le programme de reconstruction de l'Ukraine discuté à Lugano, dans la perspective de l'après-guerre, veut imposer à la population les canons de l'ordre néolibéral¹².

LA SOLIDARITÉ

L'avenir reste très incertain. On ne sait pas comment les crises de décomposition démocratiques nationales peuvent se répercuter sur la situation internationale, on ne sait pas si une crise paroxysmique ne va pas s'ouvrir demain en Méditerranée autour de la Turquie ou au Moyen-Orient, comment la « guerre totale » (y compris les sanctions et contre-mesures économiques) va se poursuivre, si la brutalité des effets de la crise climatique ne va pas provoquer des vagues de migration et un nouveau durcissement de l'Europe fortifiée...

La crise ukrainienne a cependant été l'occasion pour la gauche d'Europe

occidentale de comprendre l'importance de l'expérience propre de la gauche d'Europe orientale, d'intégrer leur « angle de vue ». On ne peut penser la géopolitique sans s'élever au-dessus de son horizon national et apprendre à voir le monde d'ailleurs. Il ne suffit pas de soutenir nos camarades qui combattent de part et d'autre de la frontière russe, en particulier de Sotsialnyi Rukh, le « Mouvement social » ukrainien, il faut aussi les écouter et apprendre.

De même, l'Ukraine ne doit pas faire oublier la terrible guerre qui ravage la Birmanie (Myanmar), ou la dangerosité du combat poursuivi aux Philippines après le retour au pouvoir du clan Marcos. La gauche radicale sera internationaliste en action ou ne sera pas. □

1) Voir notamment Pierre Rousset, 23 février 2014, ESSF (article 31179), D'où surgit le nouveau capitalisme chinois ? « Bourgeoisification » de la bureaucratie et mondialisation : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31179>

2) Voir notamment Pierre-Antoine Donnet, 26 mai 2022, ESSF (article 63278), Taiwan : comment comprendre les déclarations de Joe Biden ? : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63278>

3) Voir les citations de ses discours dans Yorgos Mitralias, 10 mars 2022, ESSF (article 61543), Poutine : « Lénine est l'auteur de l'Ukraine d'aujourd'hui » ou comment tout ça est la faute à ... Lénine et aux bolcheviks : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61543>

4) Katherine Stewart, The Guardian, 25 juin 2022, ESSF (article 63049), United States : How the Christian right took over the judiciary and changed America : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63049>

5) Neil Faulkner, 6 janvier 2022, ESSF (article 6063), Where is America going ? - One year after the storming of the Capitol : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60630>

6) Against the Current, 24 juin 2022, EEES (article 63043), Abortion rights in USA : The Rightwing's Supreme Court Coup : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63043>

7) Un travail entamé, à son échelle, dans le cadre de la Quatrième Internationale. Les documents de discussion se trouvent sur son site : <https://fourth.international/fr/docs-fi>

8) Voir Jaime Pastor, 2 juillet 2022, ESSF (article 63243), Le « nouveau concept stratégique » de l'OTAN - Vers une nouvelle guerre globale permanente ? : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63243> et Anuradha Chenoy, ESSF (article 63233), NATO's New Security Architecture : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63233>

9) <https://www.classements.net/classement-armees-plus-fortes-au-monde/>

10) Anuradha Chenoy, 13 mai 2022, ESSF (article 62465), War in Ukraine - Why India Won't Take Sides : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62465>

11) Kunal Chattopadhyay, 8 juin 2019, ESSF (article 49288), India after the BJP-NDA electoral victory : Understanding the Catastrophic Victory of the Fascists and the Long Term Consequences : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49288>

12) Vitaly Dudin, 4 juillet 2022, ESSF (article 63269), La reconstruction de l'Ukraine doit profiter à la population. Mais l'Occident a d'autres idées : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63269>

Le jeu de la Russie de Poutine dans les relations internationales

PAR DMITRI JOUKOV

La place de la Russie dans les relations internationales est fortement liée aux dynamiques sociales et économiques de la Russie, bien plus qu'au rapports avec les États-Unis.

Pour parler de la place de la Russie en politique internationale il est nécessaire d'indiquer quelques points méthodologiques. Premièrement il est important d'éviter la soi-disant « géopolitique » dans nos jugements, c'est à dire la vision du processus planétaire comme l'image abstraite du jeu des grandes puissances ignorant totalement le point de vue des opprimés et exploités. En effet, cette image n'est qu'une construction idéologique pour résoudre des problèmes internes. Et on voit sa trace par exemple dans l'interprétation de la guerre en Ukraine comme l'effacement des États-Unis par rapport à la Russie en négligeant l'oppression du peuple ukrainien.

De l'autre côté, parmi les gauches russes il y a cette opinion très répandue que chaque pas du gouvernement dans ses affaires extérieures vise une scission de l'opposition à l'intérieur du pays. Parfois cela relève de la théorie du complot, mais néanmoins cette approche peut nous faire ouvrir les yeux sur le fait que les frontières entre la politique intérieure et extérieure de la Russie sont brouillées. Et nous voyons la rapidité avec laquelle Poutine se dépêche d'inclure les territoires ukrainiens dans la Russie tandis que la machine de la propagande fait parler de « la menace occidentale » les

vieilles retraitées appauvries par les réformes néolibérales.

LE REFLUX DU POUVOIR DE POUTINE

Voilà pourquoi il est nécessaire de commencer la discussion sur la place de la Russie dans la politique internationale par le mois de décembre 2011, quand des falsifications d'une ampleur jamais vue lors des élections au parlement ont montré la perte de la légitimité du gouvernement russe. Suivies par les « élections de Poutine », cela a produit une mobilisation remarquable de l'opposition russe. Ce mouvement a uni tous les camps politiques, y compris l'extrême droite (assez nombreuse à l'époque) et les libéraux, les plus puissants. Les manifestations sur la place Bolotnaïa en décembre 2011 et en mai 2012 ont réuni jusqu'à 100 000 manifestants. Poutine a eu peur.

La réponse du pouvoir a été brutale et répressive, mais les cotes d'opinion de Poutine ont commencé à baisser. C'est à cette époque que le gouvernement a commencé à utiliser la politique internationale comme moyen d'influence propagandiste. La rhétorique de « l'occident pourri qui veut dénaturer nos valeurs traditionnelles » a permis d'entraîner les forces de droite de l'opposition et réveillé les sentiments anti-occidentaux de la génération âgée. Quand les protestations en

Ukraine ont commencé en novembre 2013, la machine propagandiste et le gouvernement russe étaient déjà prêts à les traiter comme « machinations des États-Unis ». Et à la suite de quelques pas aventuristes et très dangereux, comme l'occupation de la Crimée et l'invasion armée à l'est de l'Ukraine, Poutine a réussi à construire une propagande solide et a obtenu 80 % d'approbation.

L'occupation de la Crimée était cependant un acte d'impudence inouïe. Ce n'était pas seulement mépriser les accords avec l'Ukraine (les mémorandums de Budapest de 1996) mais aussi réorganiser les frontières nationales, et remettre en cause l'ordre fragile des relations internationales. La réaction faible des institutions internationales a permis que la puissance russe se sente capable d'une politique autoritaire par rapport à son peuple mais aussi par rapport aux peuples voisins.

ALORS LA GUERRE TOTALE AVEC L'UKRAINE N'ÉTAIT QU'UNE QUESTION DE TEMPS

Juste avant le 24 février, en janvier, des protestations massives au Kazakhstan ont eu lieu. La révolte a commencé par les revendications contre





l'augmentation des prix du gaz et contre l'inégalité économique. Assez rapidement, les manifestations pacifiques se sont changées en affrontement militaire avec la police et ont intégré des revendications politiques comme la démission du gouvernement. Le soulèvement a réussi, la plus grande ville du Kazakhstan, Almaty, était sous le contrôle des rebelles, ils ont occupé l'aéroport, les bâtiments administratifs étaient vides, il n'y avait pas de police ni d'armée. Le président a demandé l'aide de Poutine. Pour « stabiliser la situation dans la région », l'intervention de l'OTSC a été décidée. L'Organisation du traité de sécurité collective est une organisation militaire fondée en 2002 qui sert à garder l'influence russe dans les pays de l'ex-URSS (les États membres sont l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan). Elle ne sert qu'à la répression des mouvements populaires.

En Bélarus pendant les protestations de 2020 la Russie a activement imposé son aide policière : les manifestations étaient plutôt paisibles et Loukachenko a refusé au départ. Mais les travailleurs des médias publics ont commencé une grève et deux avions avec des propagandistes russes sont arrivés à Minsk. Poutine est un grand ami des dictateurs : la présence russe en Afrique en est la démonstration. Il n'y a pas de troupes régulières russes en Afrique, il y a seulement des sociétés militaires privées et des spécialistes dans les médias. La différence avec l'influence soviétique saute aux yeux : l'URSS a beaucoup investi dans les pays africains, premièrement dans l'infrastructure sociale, dans l'armement des régimes orientés vers le socialisme et dans la préparation des spécialistes techniques. La Russie de Poutine soutient les autocraties africaines par les mercenaires et propagandistes, contribuant ainsi à la poursuite des guerres civiles sur le continent. En même temps, la présence économique de la Russie est minimale (environ 1% d'investissements étrangers) donc l'enjeu est tout à fait politique.

La guerre en Syrie donne un bel exemple de la politique extérieure russe, très différent si on compare avec l'Afrique. La présence russe en

Syrie était largement promue dans les médias et le régime russe en a beaucoup profité quand la guerre à l'est de l'Ukraine a été arrêtée. En 2015 on a dit en Russie que Poutine avait raté le Donbass, et en septembre « la mission spéciale » en Syrie a commencé. En déclarant la guerre à Daech, l'armée régulière russe a été employée contre les opposants au régime d'Assad avec de nombreuses victimes parmi les civils, des bombardements d'hôpitaux et l'utilisation d'armes illégales. En continuant d'évoquer les liens entre Poutine et les dictateurs, il faut évoquer que la Russie a été le premier pays à saluer le coup d'État militaire en Birmanie. Et après le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, le ministre des Affaires étrangères Lavrov les a invités à Moscou pour installer les relations diplomatiques avec le nouveau gouvernement. Lavrov les a nommés les « bons mecs » alors qu'ils figurent sur la liste des organisations terroristes dont l'activité est interdite en Russie.

LES DYNAMIQUES PARTICULIÈRES DE LA RUSSIE

Il ne faut pas surestimer le danger de la Russie car cette surestimation est aussi une bonne partie de la propagande russe. Mais c'est aussi assez périlleux de la sous-estimer, car le manque de légitimité et le sentiment de permissivité montrent que le gouvernement n'a rien à perdre, qu'il est prêt à tout pour garder son pouvoir. Et il faut dire que Poutine sait utiliser les fautes de ses ennemis. Le moment pour commencer la guerre totale en Ukraine a été choisi à cause des contradictions dans l'OTAN : la politique d'isolement de Trump a affaibli l'organisation et ces liaisons internationales. De plus, le retrait des forces armées des États-Unis d'Afghanistan a marqué leur position chancelante. Ce sont plutôt des signes que des processus réels, mais ils permettent à Poutine de faire des déclarations sur le rôle crucial de la Russie dans cet « ordre nouveau » de la géopolitique. Il est vraiment prématuré d'affirmer « la chute de l'hégémonie des États-Unis et leurs alliés », mais c'est un fait accompli pour la propagande et pour l'opinion publique en Russie. Et ce fait imaginaire est d'une grande importance pour le développement des sentiments pro-guerres et le soutien à Poutine.

Un des arguments les plus fréquents de la propagande poutinienne pour montrer l'agression de l'Occident est la politique des sanctions, commencée en 2014 et augmentée en 2022. En même temps, l'abaissement de l'import a mené à l'isolation partielle de la Russie, qui pourrait limiter les conséquences de la politique monétaire covidienne des banques centrales, c'est-à-dire l'inflation globale. Le taux d'inflation était d'environ 15 % en été. C'est comparable à certains pays d'Europe mais beaucoup moins que dans certains pays en développement (comme la Turquie et l'Argentine). Le rouble s'est fortement apprécié contre le dollar et l'euro. Mais ce n'est probablement qu'un effet à court terme. Le pétrole russe continue à arriver en Europe. Il faut dire aussi que les sanctions personnelles sont assez partielles. Le Fond anti-corruption de Navalny a préparé une liste de 10 000 personnes liées au gouvernement russe et avec les services de sécurité. La liste a été méprisée en Europe et aux États-Unis. On a beaucoup parlé de l'augmentation du chômage en Russie à cause de l'exode des entreprises occidentales. Mais celles-ci ont quitté le pays sans faire beaucoup de bruit et sans proclamer de position anti-guerre. En plus elles ont fait tout leur possible pour ne pas provoquer de crise sociale et il y a l'impression que c'est à la suite des négociations avec le patronat russe. Elles quittaient le pays petit à petit, payaient les salaires après l'arrêt de toute activité en attendant que les oligarques rachètent leurs filiales russes. Et c'est seulement 4 % de la main-d'œuvre qui était employée par des entreprises étrangères avant la guerre.

Cependant les chaînes d'approvisionnement commencent à se détruire. L'effet réel des sanctions commencera à se faire sentir plus tard. Peut-être verra-t-on l'explosion de mécontentements sociaux et la grande question est de savoir si l'opposition réussira à organiser ce mécontentement en grand mouvement de protestation. Car maintenant l'opposition est disséminée et presque tout à fait dépourvue d'agenda politique.

L'OTAN ET LA RUSSIE, MEILLEURES ENNEMIES

La propagande russe décrit la guerre en Ukraine comme l'affrontement direct avec l'Occident. Malheureusement « l'Occident » fait parfois la

même chose, facilitant ainsi le jeu de Poutine. La présence de l'OTAN en Ukraine est exagérée par les médias. L'Ukraine n'a pas été incluse dans l'OTAN, et l'OTAN n'est pas impliquée directement dans le conflit. La livraison d'armes est limitée et a ses lignes rouges tracées par le Kremlin (par exemple la livraison d'avions modernes). On sait que la plupart des armes livrées en Ukraine sont des armes dépassées, de réserve, et ces livraisons ne sont qu'un prétexte pour se réarmer soi-même et augmenter les budgets militaires.

Les livraisons d'armes modernes sont très limitées. La France par exemple a livré une valeur supérieure à 200 millions d'euros, mais c'est moins d'1 % d'un budget militaire qui va augmenter de 25 % jusqu'à 2025.

Dans l'effet faible des sanctions et la position ambiguë de l'OTAN, on peut discerner le caractère compliqué de sa relation avec la Russie. Je pense que l'OTAN a ses avantages dans l'existence du régime poutinien.

Ce sont des relations mutuellement avantageuses : la rivalité n'existe en fait que dans les médias et permet à l'OTAN d'augmenter les budgets militaires et de chercher la réponse à des problèmes économiques dans la violence, la guerre et la destruction. C'est la vieille tradition capitaliste de résoudre les crises économiques avec les armes aux mains. En plus la Russie reste un grand empire colonial, complètement dépourvu d'institutions efficaces. Avec la destruction du pouvoir central, le processus de décomposition peut commencer. Et la décomposition du pays, avec l'arme nucléaire, peut devenir extrêmement dangereuse en particulier car ce pays est voisin de la Chine, qui peut profiter de cette décomposition. L'avantage de la Russie dans ces relations de « quasi-rivalité » est évident ; elles

permettent de sauvegarder l'état d'urgence permanent à l'intérieur du pays et de réprimer toute opposition.

Pour illustrer ces relations compliquées de l'OTAN et la Russie il faut dire que l'affrontement armé direct a déjà eu lieu. En 2018 en Syrie près de Deir ez-Zor les troupes russes ont été bombardées par les Américains. De 15 à 70 mercenaires russes sont morts. Mais c'étaient des mercenaires et pas l'armée régulière. Voilà pourquoi la réponse des diplomates russes a été très modérée. Personne ne voulait aggraver

russe parie sur l'aggravation de la crise économique mondiale. Cette aggravation peut rendre possible la diffusion de la propagande traditionaliste du Kremlin. Et c'est à nous les gauches de s'y opposer car la même crise peut faire ouvrir les yeux des peuples sur l'essence du système capitaliste. Tandis que toute forme de propagande obscurantiste fait le contraire et coordonne bel et bien avec les capitalistes. En continuant ce passage on peut dire que le poutinisme est la variante de rechange pour le capitalisme qui pro-



Un piquet de grève spontané organisé au cœur d'Ekaterinbourg, sur la place 1905, le 24 février, le jour où les troupes russes sont entrées en Ukraine pour mener une soi-disant "opération spéciale". © Vladislav Postnikov / Wikimedia Commons

le conflit car l'OTAN est l'ennemi seulement pour la propagande, pour la politique interne et pour les médias. Dans ces relations de « quasi-rivalité » la Russie joue un rôle de quasi-puissance. Mais ce « quasi » nous pose une question particulière sur le rôle des médias dans le fonctionnement de l'impérialisme contemporain. Bien sûr la Russie n'est pas puissante ni économiquement ni en ce qui concerne la force militaire, mais le poutinisme sait construire les réseaux et sait travailler avec les flux d'information. Il gagne la guerre d'information seulement parce que la réaction du champ public mondial fait la preuve des thèses absolument imaginaires du poutinisme (par exemple la limitation des visas européens pour les Russes a été utilisée comme la preuve de la haine totale envers la Russie). Maintenant le régime

met de garder sa puissance dans le cas où la voie « démocratique » n'est plus possible.

Alors nous voyons que ce phénomène qu'on nomme « la politique internationale » peut lui-même jouer un rôle purement idéologique. Les jeux des grandes puissances cachent les relations des oppresseurs et opprimés. Les nouvelles formes du campisme sont issues de la propagande d'extrême droite russe. Ce campisme moderne est une géopolitique qui décrit l'oppression du peuple ukrainien comme l'effacement abstrait des grandes puissances, les États-Unis et la Russie. Seul l'éclaircissement de la situation par les courants de gauche peut dégager la voie à la vraie « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » contre nos oppresseurs, au niveau global. □

L'OTAN et le bloc transatlantique

PAR CLAUDE SERFATI

De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la guerre en Ukraine, l'OTAN s'est affirmé comme le cadre d'alliance des États-Unis avec le bloc européen.

La guerre d'agression menée par Poutine, dont l'objectif est clairement de détruire le peuple ukrainien, prouve largement la nature impérialiste du régime russe¹. Elle ne saurait être « excusée » et encore moins justifiée par le comportement des impérialismes occidentaux. Le soutien au peuple ukrainien dans son droit à disposer de lui-même est parfaitement compatible avec la lutte contre l'accélération considérable de la militarisation de la planète et la consolidation du « bloc transatlantique » autour des États-Unis et de leurs alliés européens, d'Asie et du Pacifique.

LE PLAN MARSHALL ET L'OTAN, UNIS COMME « LES DEUX MOITIÉS D'UNE MÊME NOISETTE »

Il existe au moins trois raisons qui expliquent la création de l'OTAN en 1949. D'abord des facteurs géopolitiques. Dès 1946, W. Churchill, le Premier ministre britannique, avait déclaré qu'un « rideau de fer s'est abattu sur l'Europe ». Ce politicien conservateur partageait la même vision que le gouvernement travailliste qui l'avait battu en 1945 : construire un ordre international dominé par l'alliance anglo-américaine pour faire face à l'URSS stalinienne. Le Royaume-Uni fut d'ailleurs avec la France le pays moteur de la signature du traité de Bruxelles (4 mars 1948) par lequel

ces deux pays ainsi que la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas s'engageaient à se soutenir mutuellement en cas d'attaque – une clause qui fut au cœur du traité de l'OTAN signé quelques mois plus tard (4 avril 1949). Le traité fondateur de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) était signé par les mêmes pays européens et quelques autres pays (Danemark, Islande, Italie, Norvège, Portugal, États-Unis et Canada).

Les rivalités géopolitiques qui opposaient les États-Unis d'Amérique et l'URSS ne suffirent toutefois pas à expliquer la création de l'OTAN. Après tout, les États-Unis n'avaient pas besoin de leurs alliés européens très affaiblis (France et Royaume-Uni) ou dévastés (Allemagne) pour affronter l'URSS. Celle-ci ne fit d'ailleurs exploser sa première bombe atomique qu'en septembre 1949, soit cinq mois après la signature du traité créant l'OTAN.

Deux autres éléments de nature non-militaire furent donc déterminants dans sa création. D'abord, les dirigeants américains comprirent très vite que l'isolationnisme qu'ils avaient adopté après la Première Guerre mondiale était impossible à maintenir. Une intégration des économies américaine et européenne bien plus forte que celle déjà engagée dans l'entre-deux-guerres était nécessaire pour permettre aux pays européens de

reconstruire leurs économies. Les dirigeants américains avaient initialement envisagé d'appliquer le plan proposé par le secrétaire d'État au Trésor Henry Morgenthau de transformation de l'Allemagne en un pays « principalement agricole et pastoral » afin d'éviter la réémergence d'un pays concurrent. À l'inverse, le plan Marshall (1948-1951) finança largement les pays européens afin de faciliter leur reconstruction économique – il avait d'ailleurs été précédé dès 1946 d'un plan de soutien financier de même ampleur. Du point de vue du circuit de l'accumulation du capital, le plan Marshall avançait l'argent aux États européens qui passaient des commandes aux industriels. Dans chaque pays, l'accumulation du capital productif ainsi réalisée créait une valeur bien supérieure au capital prêté par les États-Unis. Au plan international, les importations massives par les pays européens de biens d'équipement et de consommation américains permirent aux États-Unis, au moins jusqu'au début des années 1950, de réaliser un excédent de leur balance commerciale dont le total cumulé 1947-1951 dépassait l'aide fournie par le plan Marshall. Et tout cela était conforté par un système financier international fondé sur la monnaie américaine. La conversion de ces dollars en or était en théorie possible mais pratiquement irréalisable, comme de Gaulle en fit la

démonstration au cours des années 1960 en demandant le remboursement en or d'une partie des réserves en dollars détenus par la Banque de France. Le plan Marshall a facilité l'intégration des économies américaine et européenne. Les États-Unis, surpuissants sur le plan militaire, acceptaient de faire émerger des concurrents économiques. Ainsi qu'un rapport de l'office parlementaire américain le remarque, c'était le prix à payer pour éviter les explosions sociales car les pays « dont les citoyens étaient sans travail et affamés étaient instables et ouverts aux propositions communistes² ».

Cette peur que les insurrections populaires ne renversent les régimes européens fut précisément le troisième élément déterminant qui accéléra la création de l'OTAN. Les mouvements révolutionnaires qui eurent lieu en Grèce entre 1946 et 1949 agirent comme un épouvantail pour l'Administration américaine³. Pour Staline, la Grèce faisait partie de la zone d'influence des Britanniques. Les dirigeants américains ne craignaient donc pas les ambitions stalinienne qui s'arrêtaient aux portes de l'Ouest de l'Europe, Staline ayant déclaré à Churchill « son accord pour que l'Angleterre soit la puissance déterminante en Grèce⁴ ».

Pour résumer, l'intégration transatlantique qui s'est mise en place après la Seconde Guerre mondiale reposait sur une imbrication étroite et singulière de facteurs économiques et militaires. Ainsi que le président américain Harry S. Truman le déclara : le plan Marshall et l'OTAN sont unies comme « les deux moitiés d'une même noisette⁵ ».

L'OTAN n'est donc pas réductible à une alliance militaire. Elle a été conçue comme une « communauté de valeurs » qui unissent les pays occidentaux, au-delà de leurs désaccords et rivalités. Les objectifs d'extension des marchés, d'épanouissement de la démocratie et le maintien de l'ordre international ont toujours été totalement liés dans les discours des dirigeants occidentaux.

L'histoire de l'OTAN contredit pourtant son attachement proclamé « à la démocratie ». L'OTAN compte parmi ses membres des pays européens qui y ont adhéré alors qu'ils étaient sous le joug de dictatures fascistes (Franco en Espagne et Salazar au Portugal). Les pays membres de l'OTAN ont été muets lors du coup d'État organisé par l'état-major

de l'armée grecque qui renversa le 21 avril 1967 le régime démocratique. Certains pays en furent les complices. La politique internationale du régime des colonels (1967-1974) s'aligna alors totalement sur les États-Unis. Dernier exemple d'une liste bien plus fournie, les nombreuses interventions des militaires turcs pour verrouiller le régime, à commencer par le coup d'État de 1960, n'ont jamais provoqué la moindre crise au sein de l'OTAN. Aujourd'hui, la Pologne est une pièce maîtresse de la présence militaire américaine en Europe, sans que le gouvernement démocrate de Biden ne trouve à redire sur le régime autoritaire qui s'installe dans ce pays. En fait, il n'existe aucune clause qui prévoit l'exclusion d'un pays membre de l'OTAN.

L'OTAN, BRAS ARMÉ DE LA MONDIALISATION

La disparition de l'URSS et de ses régimes satellites aurait pu conduire à la dissolution de l'OTAN, puisque l'Alliance atlantique avait été constituée pour défendre l'Europe contre la menace soviétique. C'est exactement l'inverse qui s'est produit. Les pays membres de l'Alliance atlantique ont au contraire défini leurs nouvelles ambitions dès 1991 et surtout dans le « concept stratégique » adopté au sommet de Washington en 1999⁶. Les objectifs furent guidés par la conviction que la disparition de l'URSS et la mondialisation du capital qui avait été encouragée par les politiques néolibérales au cours des années 1980 convergèrent pour définir un nouvel ordre mondial dominé par le « bloc transatlantique ». J'appelle ainsi cet espace géoéconomique qui ne réunit pas seulement l'Amérique du Nord et l'Europe, mais qui inclut certains pays d'Asie-Pacifique. Le « bloc transatlantique », dirigé contre l'URSS et la Chine, repose sur un solide trépied : une intégration économique croissante des capitaux financiers et industriels, une alliance militaire (l'OTAN) et une communauté de valeurs qui associe économie de marché, démocratie et paix. Les pays impérialistes qui composent ce bloc conservent néanmoins une existence propre et des intérêts spécifiques qui les placent en concurrence sur les marchés mondiaux.

Le concept stratégique de l'OTAN de 1999 comportait deux nouvelles ambitions. D'une part, la possibilité pour

l'OTAN d'intervenir partout dans le monde (point 56) : les forces de l'Alliance peuvent être appelées à opérer au-delà des frontières de la zone de l'OTAN (et non plus dans la seule aire européenne). D'autre part (point 24), la notion de défense laissait la place à celle plus floue de « sécurité » « de l'Alliance [qui] doit aussi s'envisager dans un contexte global »... La sécurité des pays membres peut donc être affectée par « la rupture des approvisionnements en ressources vitales [et] de grands mouvements incontrôlés de population, résultant en particulier de conflits armés ». Autrement dit, la décision d'un pays de contrôler la production et la distribution de ses ressources naturelles ou des mouvements migratoires massifs sont considérés comme une menace existentielle pour l'OTAN.

Dans ce contexte, l'OTAN agit comme le bras armé de la mondialisation du capital. L'expression ne doit toutefois être prise dans le sens d'une intervention militaire systématique comme ce fut le cas à la fin du XIX^e siècle. À cette époque « classique » de l'impérialisme, analysée par Boukharine, Hilferding, Lénine, Luxemburg, Trotski et d'autres encore, l'expansion du capitalisme se conjugua avec la colonisation et l'intervention militaire fut un vecteur majeur du contrôle exercé par les quelques pays impérialistes. Le « fardeau du colonisateur » qui impliquait une « mission civilisatrice » exigeait la présence d'armées d'occupation. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Certes, la guerre menée par Poutine contre l'Ukraine qui vise à accaparer son territoire comporte des traits coloniaux indéniables⁷. Il est également clair que depuis six décennies, la situation de dépendance des anciennes possessions africaines vis-à-vis de la France peut être qualifiée de « néo-coloniale », ce qui explique la difficulté de l'impérialisme français à sortir aujourd'hui de l'enlèvement créé par cette « exception française » depuis la Seconde Guerre mondiale.

Toutefois, la configuration de l'impérialisme qui a émergé au cours des années 1990 n'a pas impliqué la colonisation. En effet, l'implosion de dizaines de pays du Sud consécutive aux politiques d'ajustement structurel (PAS) imposées par le FMI et la Banque





mondiale a créé un chaos social qu'aucun des pays dominants n'a voulu gérer directement. Ce n'était d'ailleurs pas indispensable et de toute façon pas possible. Les grands groupes industriels principalement localisés dans les pays du Nord ont été des vecteurs bien plus efficaces de l'extension du capitalisme. Les « chaînes de valeur mondiales » (CVM) qu'ils ont mises en place ont accompagné les PAS. Ils ont mis la main sur les ressources naturelles et avec l'aide des gouvernements soumis des pays du Sud, ils ont transformé des centaines de millions de paysans empêchés de continuer à produire leurs moyens de subsistance en prolétaires sans protection sociale et qui sont nombreux à travailler dans des conditions parfois proches du servage – on les appelle pudiquement des « travailleurs informels ».

L'OTAN s'est donc insérée, au-delà de sa fonction militaire, dans un programme plus vaste d'expansion du capitalisme mené par le bloc transatlantique dans les anciens pays satellites de l'URSS. Sa place dans l'espace mondial fut résumée ainsi dans un article au titre explicite par le représentant du Président Clinton pour la région des Balkans et organisateur des frappes de l'OTAN contre la Serbie : « *certains principes fondamentaux présents dans*

*le traité fondateur de l'OTAN demeurent aussi valables qu'ils l'étaient en 1949 : les nouveaux membres doivent être démocratiques [et] posséder des économies de marché*⁸ ».

À partir des années 1990, l'OTAN a pris une place croissante dans les opérations militaires internationales, généralement autorisées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies comme en Irak en 1991 et en Afghanistan en 2002, même si en ex-Yougoslavie à la fin des années 1990, et en Libye en 2011, les guerres menées par l'OTAN ont clairement excédé le mandat des Nations-Unies.

UNE MILITARISATION CROISSANTE DE L'UE SUPERVISÉE PAR LES USA

Quelques jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les États-membres ont annoncé une augmentation de 200 milliards d'euros de leurs dépenses militaires, dont 100 milliards par l'Allemagne. Pour comparaison, en 2021, les dépenses militaires de l'UE ont dépassé 200 milliards d'euros. L'argument d'un « désarmement de l'UE » au cours des deux décennies passées qui justifierait ce rattrapage, est mensonger. Entre 2011 et 2020, le taux de croissance des dépenses militaires de l'UE a été de 33 %, et celui des dépenses « d'investissement » (les systèmes d'armes) de 60 %⁹. La France, toujours à l'avant-garde du militarisme

européen, n'a pas attendu l'invasion russe. Sous le premier mandat d'E. Macron, les dépenses militaires ont augmenté de 50 % et leur croissance sera encore supérieure au cours de la prochaine loi de programmation militaire.

L'Europe a été le foyer de puissants pays impérialistes, principalement l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni qui se sont déchirés au cours de deux guerres mondiales. L'innovation ne réside donc pas dans un militarisme européen qui est pluri-séculaire mais dans les avancées militaro-sécuritaires réalisées au niveau communautaire qui ont pris leur essor au début des années 2000. Les gouvernements français ont été pionniers dans les développements d'une défense européenne. La France a toujours été le pays le plus favorable à la militarisation de l'UE, et cela est devenu encore plus net depuis les années 2010 et le Brexit. En effet, le militaire – tant sous la forme d'interventions des armées que dans ses dimensions industrielles – apparaît de plus en plus comme un « avantage comparatif » de la France que ses dirigeants utilisent pour compenser la perte continue de son poids économique. Les échanges commerciaux de la France sont déficitaires avec la plupart des États-membres et les déficits avec l'UE sont supérieurs à ceux



Personnel du Corps européen à Strasbourg, France, lors d'une cérémonie de changement de commandement en 2013.
© Claude Truong-Ngoc / Wikimedia Commons

enregistrés avec l'Asie. Depuis 2017, E. Macron défend avec encore plus d'entrain la militarisation de l'UE.

La guerre en Ukraine ne crée donc pas mais amplifie un processus de militarisation de l'UE déjà bien engagé et elle marque – au moins au niveau déclaratif – une évolution notable de la politique de défense de l'Allemagne. Elle confirme également la centralité de l'OTAN dans la défense collective des pays occidentaux, alors qu'E. Macron avait déclaré que l'Alliance atlantique était en état de « mort cérébrale ». En fait, les États-Unis, qui comptent pour plus de 40 % des dépenses militaires mondiales, conservent dans le domaine militaire une suprématie absolue sur les pays européens qu'ils ont depuis longtemps perdue sur le plan économique. Le militarisme est donc pour eux un facteur d'influence majeur également sur leurs alliés.

Les modalités prises par la militarisation de l'UE indiquent à quel point cette institution participe depuis la Seconde Guerre mondiale à la consolidation du bloc transatlantique. Certes, l'intégration européenne a été également motivée par la volonté de ses principaux États-membres, et au premier chef l'Allemagne et la France, d'en faire un pôle capitaliste apte à résister aux ambitions d'hégémonie financière et industrielle des États-Unis. Il n'en va pas de même sur le plan militaire. Tous les États-membres acceptent la tutelle américaine et font de l'OTAN le rempart de leur défense. La France, qui avait à l'époque de la guerre froide affiché une certaine distance vis-à-vis de l'Alliance atlantique, est progressivement rentrée dans le rang. En 1991, la participation de l'armée française à la coalition dirigée par les États-Unis contre Saddam Hussein – qui avait été le plus important acheteur d'armes françaises au cours des années 1980 – marqua un tournant décisif. Il fut définitivement confirmé par la décision de N. Sarkozy de rejoindre en 2008 le commandement militaire de l'Alliance atlantique.

Il est donc essentiel de comprendre que les discours sur « l'autonomie stratégique » de l'UE – souhaitée par la France et soutenue par les institutions communautaires – signifient que l'UE construit un pilier européen de l'OTAN, une formule d'ailleurs rappelée en permanence dans les documents adoptés

par l'OTAN et l'UE. Le terme flou d'autonomie stratégique est utilisé comme un dénominateur commun à tous les États-membres qui, tel un sésame, augmente rapidement les crédits affectés aux programmes communautaires dédiés à la défense et à la sécurité. Le budget du Fonds européen de défense (*The European Defence Fund*, EDF) s'élève à 8 milliards d'euros sur la période 2021-2027. Il va abonder les grands groupes de la défense et stimuler l'essor des technologies sécuritaires.

Thierry Breton, l'actuel commissaire européen au marché intérieur dont les domaines incluent « *les données, l'intelligence artificielle, la 5G, la défense et les technologies spatiales* » est particulièrement actif pour promouvoir les technologies de défense. Il fait en effet partie de l'appareil d'État français (ancien ministre de l'Économie et des Finances de 2005 à 2007) et il fut successivement PDG de plusieurs groupes très dépendants des marchés militaires et sécuritaires (Bull, Thomson, ATOS). Il a obtenu que la Banque européenne d'investissement (BEI), qui n'a pas le droit de financer des projets de défense, les labellise donc « *technologies duales* » (militaires et civiles) ce qui permet à cette Banque de développer des « partenariats institutionnels » avec l'Agence européenne de défense et l'OTAN¹⁰.

Les dirigeants français ont également obtenu après un intense lobbying¹¹ et « grâce » à la guerre en Ukraine, l'annulation du projet de directive européenne qui aurait exclu les industries de défense de l'écolabel européen, ce qui aurait pu décourager les marchés financiers et les banques. Grâce à la France, la production d'armes devient ainsi une composante déterminante de la « transition écologique »...

Le consensus des États-membres pour augmenter les dépenses militaro-sécuritaires est bien établi. Il couvre un spectre large de menaces dont celle représentée par les migrants, dont le contrôle des mouvements a été « externalisé » à la Libye et au Maroc au prix de centaines de morts, et qui a été financé avec des fonds prélevés sur l'aide européenne d'urgence à l'Afrique.

Depuis la fin des années 2000, l'humanité est entrée dans une conjoncture historique mortifère où les facteurs économiques, environnementaux (qui incluent bien sûr les pandémies) et militaires se confortent

mutuellement. La fragmentation de l'espace mondial est en train d'emporter toutes les illusions sur les effets bénéfiques de la « mondialisation ». La configuration de rivalités géopolitiques et de concurrence économique qui s'est mise en place va attiser les affrontements entre le « bloc transatlantique », c'est-à-dire les États-Unis et leurs alliés européens, d'Asie et du Pacifique et les impérialismes chinois et russes. Les appels à la constitution d'une « OTAN économique » déjà proposée au début des années 2010 par Hillary Clinton se multiplient. Les pays qui aspirent à jouer un rôle régional (au Proche et Moyen-Orient, en Amérique du Sud et en Afrique) chercheront à tirer profit de ces rivalités inter-impérialistes pour renforcer leur influence sur d'autres pays et bien sûr réprimer leurs populations. □

Le prochain ouvrage de Claude Serfati, *L'État radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée, sort le 7 octobre 2022 à La fabrique éditions.*

1) Voir mon article « Le système impérialiste aujourd'hui et le nouveau cycle de militarisation », publié par Contretemps le 9 juin 2022, <https://www.contretemps.eu/imperialisme-guerre-russie-ukraine-mondialisme-armee-serfati/> et paru initialement début avril 2022 sur le site d'Alencontre.

2) Tarnoff Curt, « The Marshall Plan: Design, Accomplishments, and Historic Significance », Congressional Research Service, 5-7500, January 18, 2018, p.15

3) Andrew Novo (2019), « Birth of the Cold War: irregular warfare first blood in Greece », *Small Wars & Insurgencies*, 30:1, 31-61

4) Geoffrey Roberts, « Moscow's Cold War on the Periphery: Soviet Policy in Greece, Iran, and Turkey, 1943 », *Journal of Contemporary History*, 2011, 46:58, p.60.

5) https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_18304.htm?selectedLocale=en

6) « Le Concept Stratégique de l'Alliance approuvé par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999 ».

7) Zbigniew Marcin Kowalewski, « Impérialisme russe », *Inprecor*, n° 609-610, octobre-décembre 2014.

8) Richard Holbrooke, « America, a European Power » (*Les États-Unis, une puissance européenne*), *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 2 (Mar. - Apr., 1995), pp. 38-51.

9) J'ai utilisé les données de l'Agence européenne de défense, en recalculant l'évolution des dépenses militaires des 26 États-membres de l'UE (donc à l'exclusion du Royaume-Uni) de 2011 à 2020.

10) Site de la BEI : <https://www.eib.org/fr/press/all/2022-123-the-eib-continues-its-support-to-the-eu-s-security-and-defence-agenda>

11) Voir parmi bien d'autres initiatives, le rapport du député Jean-Louis Thiériot sur les effets de la taxonomie européenne de la finance durable sur les entreprises d'armement, Assemblée Nationale, n°4792, 9 décembre 2021.

L'Afrique comme champ et enjeu de la conflictualité inter impérialiste

PAR PAUL MARTIAL

Les bouleversements mondiaux et les offensives ultra libérales accentuent la confrontation entre pays capitalistes au sein de l'Afrique, qui garde une importance stratégique. Les populations en sont les premières victimes, le Continent connaît une augmentation de la pauvreté liée à la crise sanitaire et à la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Par contre, les gouvernements africains jouent de la compétition entre États capitalistes dominants pour affermir leur pouvoir.

Trois pour cent, c'est le chiffre qu'il faut retenir pour apprécier le poids économique du Continent dans l'économie mondiale. L'Afrique c'est donc 3 % du produit intérieur brut mondial, 3 % du commerce mondial et 3 % des investissements directs à l'étranger (IDE) mondiaux.

LE PARADOXE AFRICAIN

Prenons le cas de la relation économique de la France avec l'Afrique. En 2019 elle a exporté pour 29,5 milliards d'euros vers l'Afrique. Si on se focalise sur les pays subsahariens, il convient d'enlever 13 milliards que représentent les trois pays du Maghreb soit un total de 16,5 milliards à comparer aux 759 milliards d'euros des exportations françaises. En d'autres termes l'Afrique subsaharienne ne représente qu'un peu plus de 2% des exportations de l'hexagone.

Cette faiblesse économique africaine dans le monde ne doit cependant pas occulter, notamment pour les industries de pointe, l'intérêt stratégique de certaines matières premières, enjeux d'affrontements entre pays riches.

Donnons quelques exemples. Pour la bauxite, essentielle dans la fabrication de l'aluminium, les trois principaux pays exportateurs sont l'Australie (104 000 tonnes), la Chine (92 700) et la Guinée (82 000). Pour le platine : Afrique du Sud (130 tonnes), Russie (23), Zimbabwe (15) et Canada (7). Pour le cobalt : République Démocratique du Congo (RDC) (100 000 tonnes), Russie (6 300) et Australie (5 740). Pour le diamant industriel : Russie (15 millions de carat), Australie (11 millions), RDC (10 millions), Botswana (5 millions), Zimbabwe et Afrique du Sud 2 millions chacun.

L'Afrique est donc soit le plus gros exportateur de matières premières stratégiques, proche d'une situation de quasi-monopole comme on l'a vu pour le cobalt, le platine – on peut citer aussi le coltan ou le manganèse –, soit une source de diversification pour les pays riches leur garantissant la sécurisation de leurs approvisionnements.

Il en va de même pour la production de pétrole et de gaz avec le Nigeria, la Libye, l'Angola et le Congo Brazzaville (seulement pour le pétrole).

L'autre élément qui relativise la faiblesse du poids économique de l'Afrique est son importance géostratégique. Certains pays en font même leur fond de commerce, comme Djibouti. Sa situation géographique exceptionnelle sur le détroit de Bab-el-Mandeb – quatrième couloir maritime mondial pour l'approvisionnement énergétique – lui permet, contre monnaie sonnante et trébuchante, d'accueillir les installations militaires de la France, des États-Unis, de l'Italie, du Japon et de la Chine. Le Soudan négocie l'installation d'une base militaire russe à Port-Soudan située à équidistance entre le canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeb.

GUERRE FROIDE EN AFRIQUE

De 1960 à 1989, les pays capitalistes européens et les USA étaient avant tout motivés par une volonté de restreindre l'avancée de la « menace communiste » sur le Continent. Les pays africains qui à l'issue de la décolonisation s'orientaient vers l'Union soviétique sont peu à peu ramenés vers le giron occidental, soit par des coups d'États orchestrés par les

puissances impérialistes comme au Mali, au Burkina Faso, soit par la volonté de leurs dirigeants comme en Guinée avec Sékou Touré, au Congo Brazzaville avec Sassou Nguesso, l'Éthiopien Meles Zenawi ou l'Ougandais Yoweri Museveni. Les difficultés pour le camp occidental viennent plutôt du processus de décolonisation des pays africains lusophones. L'entêtement du Portugal à maintenir un empire coûte que coûte n'a fait que radicaliser le processus de décolonisation. Ainsi les pays comme l'Angola ou le Mozambique vont être des sujets d'inquiétude tout comme en Afrique australe, la Namibie et le Zimbabwe.

Arrimer les pays africains au camp occidental devient un enjeu géopolitique et économique majeur d'autant que certaines matières premières sont décisives, comme c'est le cas de l'uranium pour la France qui décide d'être leader dans l'industrie nucléaire.

C'est dans ce contexte que la convention de Yaoundé a été signée entre la Communauté économique européenne (CEE) ancêtre de l'Union européenne et 18 pays africains, qui donnera par la suite la convention de Lomé. Cet accord est largement favorable aux pays africains signataires, puisqu'ils peuvent bénéficier du marché européen sans entraves et sans réciprocité de droits de douane pour les pays européens. De plus un mécanisme de fond de stabilisation des recettes d'exportation sur les produits agricoles dit Stabex, compense les pertes lors de la baisse des prix à l'exportation.

À cette époque, des critiques dénonçaient un accord économiste qui faisait l'impasse sur la satisfaction des besoins sociaux des populations des pays dominés au profit de relations commerciales avec l'Europe.

L'INTÉGRATION DE L'AFRIQUE DANS LA GLOBALISATION CAPITALISTE

La chute de l'Union soviétique a profondément bouleversé la donnée géopolitique. La « menace communiste » disparaît et le néolibéralisme commence à prendre de l'ampleur sous les politiques de Reagan et de Thatcher. L'abandon du rôle de l'État dans l'économie est théorisé dans les pays riches et par contre-coup dans les pays dominés. Désormais, fini

l'État stratège comme outil principal du développement des pays africains. D'autant que la critique est des plus aisées au vu des résultats économiques catastrophiques. Les dépenses ont été gaspillées dans les projets coûteux et inutiles, les fameux éléphants blancs. L'endettement est devenu abyssal. L'ère du remboursement de la dette commence et permet aux pays occidentaux de dicter la politique économique dans les pays africains en imposant les politiques d'ajustement structurel qui continuent à avoir des effets délétères sur la situation sociale des populations. Cette politique s'appuie sur un dyp-tique. D'une part le libéralisme politique avec la fin des partis uniques et la glorification des sociétés civiles censées remplacer l'État dans les domaines sociaux. D'autre part le libéralisme économique qui met en musique les vagues de privatisation des entreprises et le démantèlement des caisses d'ajustement pour les principales exportations agricoles.

C'est tout naturellement que la convention de Lomé a évolué vers une politique néolibérale, notamment sa version quatre, pour être remplacée par les accords de Cotonou puis les Accords de Partenariat Économique (APE) entre l'Europe et les pays Afrique Caraïbe et Pacifique (ACP) instituant la liberté économique réciproque, ou dit plus prosaïquement, la liberté du renard dans le poulailler. Une fois l'accord finalisé malgré les critiques venant y compris de dirigeants africains libéraux, une seconde réforme d'ampleur est mise en place. L'établissement d'une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). L'idée est de lever les barrières douanières pour créer un vaste marché qui bénéficierait aux pays africains. Cela permettra surtout aux pays riches de profiter d'un marché unique de plus d'un milliard et demi de personnes.

L'Afrique continue d'être un enjeu au sein d'une réorganisation globale des acteurs capitalistes, caractérisée par la montée en puissance de la Chine, de l'Inde dans une moindre mesure et plus modestement de la Turquie et des pays du Golfe. À noter aussi le retour de la Russie, avec une stratégie spécifique d'implantation, et enfin les tentatives conjuguées de l'Europe et des États-Unis de conserver leur position.

LA CHINE UN ACTEUR INCONTOURNABLE

L'élément incontestablement le plus important est la place prépondérante qu'a prise la Chine sur le Continent. Initié dans les années 2000 par Jiang Zemin, le président de l'époque, le projet « *Going Global Strategy* » visait à pousser les grandes entreprises à s'ouvrir vers l'étranger particulièrement sur le Continent. Depuis cette période, la progression est spectaculaire : en 2000 les relations commerciales sino-africaines s'élèvent à 10 milliards de dollars US, elles atteignent presque les 210 milliards en 2019. Une telle augmentation s'explique par la continuité de cette politique avec le projet « Belt and Road Initiative » (BRI) appelé aussi la nouvelle route de la soie. Ce projet déjà mis en route et devant se terminer en 2049 pour le centenaire de la fondation de la République Populaire de Chine, est l'élément clef permettant d'affirmer la puissance chinoise sur la scène internationale. Si cette stratégie ne concerne pas uniquement l'Afrique, la quasi-totalité des pays du Continent ont adhéré à la BRI censée participer à leur développement. Certains dirigeants africains caressent l'idée de bénéficier de la délocalisation industrielle de l'empire du Milieu. En réalité, les bienfaits économiques sont loin d'être évidents, les infrastructures servent d'abord aux industries chinoises implantées et sont in fine payées par les pays bénéficiaires, augmentant ainsi leurs dettes. Des pays comme l'Angola, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, la Zambie ou l'Afrique du Sud voient leur dépendance économique fortement augmentée. Les zones franches industrielles apportent peu de création d'emploi. La puissance de la Chine se joue aussi sur le terrain militaire. Elle se traduit par l'implantation d'une base militaire à Djibouti et la participation aux missions onusiennes.

La stratégie de la Chine en Afrique est d'une part l'exportation de biens manufacturés, notamment avec sa large gamme de produits peu onéreux, et d'autre part l'importation de matières premières. Dans ce



domaine, les terres rares, groupe de métaux indispensables à l'industrie de haute technologie, sont l'objet d'une féroce compétition. Elles seront de plus en plus utilisées : la Chine assure 70 % de la production mondiale et l'Afrique aurait d'importantes réserves notamment en Afrique australe ainsi qu'au Gabon et au Burundi dont l'exploitation a déjà commencé. La crainte des pays occidentaux est que la Chine détienne à moyen terme un quasi-monopole de ces matières premières.

LES NOUVEAUX ACTEURS

Les pays comme l'Inde, la Turquie, ou les Émirats Arabes Unis (EAU) s'implantent dans leur domaine de prédilection. L'Inde est le second partenaire commercial de l'Afrique avec des échanges s'élevant à plus de 49 milliards d'euros en 2017. L'Inde possède des atouts. Comme la Chine, elle met en avant son passé de pays colonisé et peut s'appuyer sur une forte diaspora notamment en Afrique de l'Est et australe. Ses principaux créneaux sont les télécommunications, l'industrie pharmaceutique et les véhicules. L'Inde développe son réseau diplomatique et tente d'habiller ses relations commerciales dans une continuité de l'esprit de la conférence de Bandung qui consacrait la solidarité entre les pays du tiers-monde. La Turquie considère l'Afrique comme un marché à fort potentiel pour le développement de son industrie autour des infrastructures de l'énergie et de la santé. Ses échanges commerciaux ont été multipliés par cinq pour atteindre 25,4 milliards de dollars en 2020. L'intervention de la Turquie en Libye reflète une volonté de s'implanter durablement en misant sur le gouvernement de Tripoli contre le général Haftar et de bénéficier ainsi des formidables richesses minières du pays. Mentionnons enfin les EAU, pour au moins trois raisons. D'abord leur importance comme acteur dans les infrastructures portuaires : ils sont présents au Sénégal, en Égypte, en Somalie, au Mozambique, en Guinée et ont un centre de logistique au Rwanda. Ensuite leur implication au niveau politique et militaire. En effet ils sont les principaux soutiens de

la dictature au Soudan, ils sont impliqués en Libye, sont très influents en Érythrée et en Éthiopie. Enfin, ils sont emblématiques d'une certaine forme de pillage avec les accaparements de terres arables pour assurer leur souveraineté alimentaire : 400 000 hectares au Soudan et un projet de plus de 600 000 hectares au Mozambique. Ce ne sont évidemment pas les seuls, la plupart des pays impérialistes continuent de spolier les terres africaines. Enfin difficile d'ignorer le retour remarqué de la Russie sur le Continent avec la présence des mercenaires de Wagner. La Russie est avant tout un fournisseur de blé et d'armes et a noué des accords militaires avec plus de la moitié des pays africains. De ce fait la Russie, en dépit de sa faible part dans le commerce avec l'Afrique, reste un partenaire stratégique pour nombre de gouvernements du Continent. En Centrafrique, au Mali, en Libye et au Soudan sa présence militaire permanente, sa tutelle sur le pouvoir en place, l'organisation de la répression des mouvements d'opposition, la propagande grossière en faveur des « sauveurs du pays » et la politique de prédation des ressources naturelles, sont des méthodes que n'aurait certainement pas reniées Foccart.

LA PERTE D'HÉGÉMONIE DES PAYS OCCIDENTAUX

L'Union européenne reste un partenaire économique important de l'Afrique : les échanges commerciaux en 2020 s'élèvent à 220 milliards d'euros et sont en augmentation de 20% depuis 2016. La faiblesse de l'Union européenne est son absence de politique commune en Afrique. Les anciennes métropoles coloniales ont d'abord une relation privilégiée avec leurs ex-colonies et la diplomatie européenne pèse peu, faute d'un accord sur les priorités. Dans ce contexte, la France tente de continuer à jouer sa partition spécifique. À l'époque de la guerre froide le camp occidental reconnaissait à Paris son rôle de gendarme de l'Afrique. La France est désormais incapable de remplir cette mission qu'elle a exécutée pendant des décennies. Les trois pays où elle est intervenue récemment – Libye, Mali, Centrafrique – sont passés en partie ou

en totalité sous domination russe. L'impérialisme français n'a plus les ressources financières et militaires pour jouer son rôle. Ses tentatives d'entraîner l'Union européenne derrière elle sont restées vaines comme l'illustre l'opération Takuba au Sahel, plus symbolique que réellement opérationnelle.

Quant aux USA leur poids économique est faible avec un désintérêt pour le Continent. Les échanges commerciaux avec l'Afrique depuis 2009 sont en baisse constante passant de 142 milliards de dollars en 2008 à 64 milliards de dollars en 2021. Sur les questions sécuritaires, la doctrine Obama du « *light footprint* » (empreinte légère) reste en vigueur. Les USA se tiennent au maximum en retrait et évitent les participations directes dans les conflits. Cette politique a été accentuée par Trump au début de son mandat, lorsqu'il s'est interrogé sur l'intérêt pour les USA de promouvoir une politique d'aide aux pays africains, les considérant « comme des pays de m... ».

Le retour des USA vers l'Afrique est avant tout motivé par la volonté de contrecarrer la puissance chinoise sur le Continent et s'inscrit dans un cadre plus général de compétition pour ne pas dire confrontation sino-américaine. Cela donne aux Africains le sentiment d'une politique opportuniste qui se désintéresse du Continent.

Pour conjurer le risque de la perte de leur emprise sur le continent au profit de la Chine et de la Russie, les pays impérialistes occidentaux rassemblés dans le G7 ont adopté la politique du bâton et de la carotte.

Coté bâton les USA s'en chargent avec la loi « *Countering Malign Russian Activities in Africa Act* ». Votée massivement à la Chambre des représentants par les démocrates et les républicains, cette loi sanctionne les soutiens de la politique de Poutine en Afrique.

Coté carotte trois projets économiques ont été annoncés récemment. Pour les USA il s'agit du projet « *Prosper Africa Build Together* », un projet d'aide à l'investissement des entreprises américaines en Afrique. L'Europe adopte le projet « *Global Gateway* » – il s'agit de collecter 300

milliards d'euros d'ici 2027 – qui se veut une riposte à la route de la soie de Xi Jinping. Enfin lors du dernier sommet du G7 un plan baptisé « *Partenariat mondial pour les infrastructures* » de 600 milliards de dollars a été annoncé avec une priorité pour l'Afrique. Un projet en réponse lui aussi à la route de la soie. Difficile de savoir comment ces différents programmes vont se combiner entre eux et surtout si les sommes mentionnées seront réellement mobilisées. Toujours est-il qu'il y a une volonté affichée de reprendre le terrain perdu en Afrique.

LES RÉPERCUSSIONS EN AFRIQUE

Ces affrontements inter impérialistes ont des conséquences sur la politique des pays africains.

Les élites dirigeantes saisissent les opportunités fournies par cette nouvelle situation. Hier elles se faisaient

les chantres de la lutte contre le terrorisme islamiste, permettant d'engranger soutien politique, économique et militaire des pays occidentaux peu regardants sur les régimes autoritaires et corrompus comme ceux du Tchad, de l'Ouganda, de l'Égypte, du Kenya ou du Nigeria. Aujourd'hui ces élites profitent des divisions des pays capitalistes dominants pour marchander leur soutien et s'émanciper des tutelles impérialistes traditionnelles et accentuer leur tournant autoritaire. Ainsi 24 pays africains sur 54 ont refusé de voter la condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine. Parmi ces pays certains sont considérés comme faisant partie du pré-carré africain français comme le Cameroun, le Sénégal, le Togo et le Burkina Faso... C'est donc un tournant qui s'opère.

Pour les populations africaines ces conflits entre pays capitalistes

dominants n'apportent rien de bon. Le bras de fer entre la Russie et les pays occidentaux sur l'approvisionnement alimentaire a des conséquences directes et dramatiques pour les 500 millions de personnes qui vivent en deçà du seuil de pauvreté sur le Continent.

À cela s'ajoutent les tentatives d'instrumentalisation des mouvements sociaux et des organisations de la société civile qui dégradent la situation politique. Certains mouvements anticolonialistes sont dévoyés par le régime de Poutine et ne font qu'alimenter un campisme déjà trop prégnant dans la gauche internationale.

Maintenir une voie internationaliste, c'est-à-dire de solidarité avec tous les peuples contre les agressions des gouvernements, reste la priorité malgré les guerres, les confusions et les renoncements. □



Canon de 155 mm déployé par le 93e régiment d'artillerie de montagne à Djibouti en 2010. © Sgt. Alex C. Saucedo / Wikimedia Commons

Royaume-Uni : inflation de quoi ? Pour qui ?

PAR THIERRY LABICA

Port de Felixstowe, actuellement en grève. © John Fielding / Wikimedia Commons

Les grèves qui ont débuté fin juin au Royaume-Uni pour des rattrapages de salaires face au terrible accroissement du coût de la vie, se sont poursuivies durant l'été avec de nouvelles mobilisations de grande ampleur.

Le soutien massif de la grève organisée par le syndicat des travailleurs de la communication (CWU) a conduit au débrayage sur plusieurs journées de 115 000 postiers et de 40 000 salariés de BT, fin août. Même chose du côté des cheminots (syndicat Aslef) et des personnels de transports maritime et ferroviaire (RMT, TSSA) qui annoncent de nouvelles journées pour a mi-septembre, auxquelles prendront part plus de 40 000 salariés. La dynamique reste forte dans bien d'autres secteurs, des personnels éducatifs des centres d'examen aux avocats en passant par les dockers du port de Felixstowe, le plus grand port de conteneurs du Royaume-Uni, où de nouvelles journées sont annoncées, la réponse patronale restant loin de la revendication salariale de leur organisation syndicale (Unite). La grève sera mise au vote à partir du 26 septembre dans les services gouvernementaux où les personnels (syndiqués au PCS) auront six semaines pour se prononcer. Mais il faut aussi mentionner les importantes grèves plus locales, comme à Edinbourg (du 18 au 30 août) ou dans le bourg londonien de Newham ou les agents de propreté ont voté à 99 % pour la grève (du 27 août au 3 septembre).

Le renchérissement rapide du coût de la vie a pris un tour catastrophique avec la confirmation de la hausse du plafond des tarifs du gaz et de l'électricité par le régulateur Ofgem : à compter du premier octobre prochain, l'augmentation sera de 80 %. Mais il est d'ores et déjà question d'une hausse supplémentaire en janvier, qui pourrait dépasser les 50 %. Ce qui signifie

que les factures qui s'élevaient en moyenne à un peu plus de £1100 par an à l'été 2021, dépasseront les £3500 en octobre et, selon diverses estimations, devraient approcher les £5000 à partir d'avril 2023.

SIX MILLIONS DE FOYERS SONT ENDETTÉS AUPRÈS DE LEUR FOURNISSEUR D'ÉNERGIE

Jusqu'à 18 millions de foyers (soit, quasiment les deux tiers des foyers britanniques) seront en situation de pauvreté énergétique en janvier 2023, face à une augmentation de la facture énergétique globale de £129 milliards (atteignant £193 milliards, soit, 8,1 % du PIB du Royaume-Uni).

Ce problème de l'inflation est lié à un ensemble de facteurs, parmi lesquels, la guerre en Ukraine, reprise post-Covid, la plus grande dépendance au gaz du Royaume-Uni, le retard pris par les programmes d'amélioration de l'isolation des logements (en 2013, David Cameron avait jugé qu'il fallait mettre au panier toutes « ces conneries vertes »), ou encore les problèmes de stockages, les surcoûts de gestion dus aux transferts de clientèle de la trentaine de fournisseurs ayant dû mettre la clé sous la porte¹, par exemple.

Mais comme on le faisait déjà observer en juillet dernier, l'évocation du fait « économique » de « l'inflation » ne doit pas obscurcir l'extrême violence de l'opportunisme de classe dont elle n'est que le signal chiffré. C'est ici que commence la leçon de capitalisme, si impressionnante de clarté et de franchise, qu'offre la conjoncture britannique actuelle. Dans un contexte

ou – dans la cinquième économie du monde – des millions de familles devront, ou doivent déjà, choisir entre se nourrir ou se chauffer, et où il faut donc prévoir une importante surmortalité liée à cette situation, les cinq principales entreprises pétrolières du pays (BP, Shell, Exxon Mobil, Chevron et Total) ont annoncé des bénéfices record de £50 milliards pour la seule période d'avril-juin 2022. Mais au-delà, il faudrait aussi évoquer de l'accroissement (ininterrompu et toujours plus rapide) mégafortunes classées dans la « Rich List » du *Times*, ou l'augmentation moyenne de 29 % des revenus de l'élite patronale entre 2020 et 2021, de (en moyenne) £2,01 millions à £2,59 millions, ou la hausse moyenne de 73 % des bénéfices des principales entreprises britanniques par rapport à 2019, avant la crise sanitaire. En d'autres termes, la guerre en Ukraine est une véritable aubaine, comme l'auront été, pour d'autres secteurs capitalistes, la crise du Covid avant cela, ou la période d'austérité intense à partir de 2010. Aux côtés des mobilisations syndicales se sont mises en place des campagnes de boycott des factures d'énergie (« Don't Pay ») et de revendications contre la démesure mortelle du coût de la vie (« Enough is enough ») et pour la renationalisation de grands secteurs-clé, dans une rupture politique, de fait, maintenant quasi-complète vis-à-vis d'un ordre parlementaire peut-être encore visible, au télescope. □

1) <https://www.forbes.com/uk/advisor/energy/failed-uk-energy-suppliers-update/>